

Après- demain

Organe
de la Fondation
Seligmann

N° 18 (NF) — 2^{ème} trimestre 2011 — Le numéro : 9 €

COMMENT VIVRE ENSEMBLE ?

BERTRAND DELANOË

Par la confiance et par la justice

LILIAN THURAM

Mouvante, multiple, changeante,
la France est comme chacun de nous

GENEVIÈVE PINIAU

Le « vivre ensemble »,
matière principale au lycée Robert Doisneau

ALEXIS FEERTCHAK

Eloge du futur antérieur

AHMED DJOUDER

L'échec du « multiculturalisme »
ou l'art d'enterrer ce qui n'a jamais existé

PERRINE MARTIN

Le modèle réunionnais :
diversité exemplaire ou spécificité non exportable ?

LÉON GARIBALDI

Il est temps de réinventer la police de proximité

PASCAL PEREZ

Tous connectés, tous observés, tous surveillés ?

ANAÏS BREAUD

Français urbains, suburbains, ruraux :
reste-t-il un trait d'union ?

MICHEL CALMEJANE

Vivre ensemble au siècle de *Facebook*

FRANÇOISE SELIGMANN

« Vivre ensemble », en Europe

EXEMPLE À SUIVRE :

Autremonde : pour un autre regard sur les migrants

LES ACTIONS DE LA FONDATION SELIGMANN

À LIRE :

Les livres qui ont retenu l'attention d'*Après-demain*

LA SÉLECTION D'APRÈS-DEMAIN :

Addiction générale, d'Isabelle Sorente

Directrice : Françoise Seligmann

Rédaction, administration : BP 458-07 - 75327 Paris Cedex 07

Non vendu dans les kiosques

ISSN 0003-7176 - N° de CPPAP : 0514 P 11513

www.fondation-seligmann.org

Renseignements en dernière page

Prochain numéro :

**QUELLE JUSTICE
POUR LES MINEURS ?**

Auteurs et idées-clefs de ce numéro

Dossier réalisé sous la direction de Françoise Seligmann

Page 3

Par la confiance et par la justice

Par **Bertrand Delanoë**, Maire de Paris, Président de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF).

La démocratie n'est jamais un acquis. Elle est une conquête de chaque instant, « une création continue », pour reprendre l'expression de Clémenceau. Le socle de cette démocratie est constitué de principes essentiels : Etat républicain impartial, morale civique, laïcité, justice, liberté de communication, probité, intérêt général, service public.

Page 7

Mouvante, multiple, changeante, la France est comme chacun de nous

Par **Lilian Thuram**, Président de la Fondation Lilian Thuram - éducation contre le racisme, lauréat du Prix Seligmann 2010 contre le racisme.

Ainsi, nous dit-on, le multiculturalisme serait un échec ? Bien au contraire, car multiculturelle, la France l'a toujours été. Non seulement il n'est pas impossible de vivre ensemble, mais nous ne l'avons jamais autant fait, soit par le rapprochement physique permis par la rapidité des moyens de transport, soit par la facilité avec laquelle nous communiquons de plus en plus vite avec de plus en plus de gens différents.

Page 10

Le « vivre ensemble », matière principale au lycée Robert Doisneau

Par **Geneviève Piniau**, Proviseure du lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes.

Grâce à l'engagement des enseignants, le lycée Robert Doisneau a pris le parti de rendre les élèves acteurs de leur apprentissage du « vivre ensemble ». Ils n'intégreront pas tous Polytechnique ou Sciences-Po, mais l'essentiel est qu'ils aient un projet en rapport avec leurs possibilités et qu'ils aient trouvé leur voie grâce au travail d'orientation mené dans l'écoute et le respect, depuis l'entrée en seconde.

Page 13

Loge du futur antérieur

Par **Alexis Feertchak**, étudiant à Sciences-Po Paris et à l'Université Paris-Sorbonne.

La démocratie a plus à craindre de l'individualisme que de la dictature. Pensons plus loin, conjuguons au futur antérieur, soyons responsables devant les générations à venir et, plutôt que de voir le danger partout hors de l'Hexagone, posons-nous la question de notre inspiration républicaine et de notre volonté de vivre ensemble.

Page 17

L'échec du « multiculturalisme » ou l'art d'enterrer ce qui n'a jamais existé

Par **Ahmed Djouder**, écrivain, éditeur. A publié *Désintégration* (Stock).

Plusieurs chefs d'Etats et de gouvernements européens viennent de rédiger l'acte de décès du multiculturalisme, mais pour conclure à l'échec d'une politique multiculturaliste, encore faut-il que celle-ci ait existé ; le multiculturalisme n'a été qu'un vœu pieux, des politiques « multiculturalistes » dignes de ce nom n'ont jamais vu le jour. La France, comme les pays anglo-saxons, ont-ils jamais vraiment eu l'intention de créer une harmonie nationale ?

Page 20

Le modèle réunionnais : diversité exemplaire ou spécificité non exportable ?

Par **Perrine Martin**, enseignante

(« Perrine Martin » est un pseudonyme)

Le refus des écoles confessionnelles dispense-t-il de traiter la question des lieux de culte ? Qu'en est-il des mariages interculturels entre « nouveaux Français » ? L'islam est-il soluble dans la République ? La Réunion, Département et Région d'outre-mer mais aussi « Région ultrapériphérique de l'Union européenne », est un univers particulier où se retrouvent à la fois des caractéristiques propres à la République et des éléments absolument spécifiques.

Page 24

Il est temps de réinventer la police de proximité

Par **Léon Garibaldi**, fonctionnaire

(« Léon Garibaldi » est un pseudonyme)

Le « vouloir vivre ensemble » dépend non seulement de l'état de la sécurité mais également de la nature de la politique conduite dans ce domaine. Une volonté de rupture est ostensiblement affichée depuis 2002 et cette nouvelle politique montre aujourd'hui ses limites. Les résultats promis ne sont pas au rendez-vous. Et on ne saurait confier à la seule police, fût-ce une police de proximité - qui cependant y contribuerait largement - le soin de rétablir le lien social.

Page 28

Tous connectés, tous observés, tous surveillés ?

Par **Pascal Perez**, directeur de Formules économiques locales.

La société du contrôle, via les technologies de communications électroniques, menace d'arrêter l'histoire humaine. Les mêmes technologies démultiplient les capacités de communications individuelles mais créent aussi un marché du travail mondial des activités connectées, peu favorable aux actifs des pays riches. La révolte des pays arabes pourrait être le premier épisode du nouvel âge des foules.

Page 33

Français urbains, suburbains, ruraux : reste-t-il un trait d'union ?

Par **Anais Bréaud**, fonctionnaire.

Quels traits d'union entre ces trois mondes : urbain, rural et suburbain ? Quels sont les intérêts, les histoires, les pratiques, qui unissent les Français des centres villes, des banlieues, de la campagne ? Les codes du jeu social français n'exacerbent-ils pas des différences superficielles, alors que la Nation est, sans le clamer haut et fort, profondément attachée à son unité et à sa diversité ?

Page 38

Vivre ensemble au siècle de Facebook

Par **Michel Calmejane**, Directeur général de Colt Technology Services (France).

Le monde contemporain a tenté plusieurs modèles depuis la Renaissance : issu de celle-ci, l'individualisme, au siècle des Lumières, le marxisme, aux XIX^e et XX^e siècles. Le XXI^e siècle ne se prépare-t-il pas à l'émergence, avec la société du calcul, d'une dialectique entre la primauté de l'individu et celle de l'intérêt général ?

Page 42

« Vivre ensemble », en Europe

Par **Françoise Seligmann**, co-fondatrice et directrice d'Après-demain.

Après deux siècles de guerres, l'Europe a pu garantir la paix pour une durée inégalée sur notre continent. Les valeurs républicaines françaises pourraient aider à revigorer un vieux continent en voie de marginalisation à l'échelle mondiale et dont on vient de constater une fois encore la terne et lâche inconsistance, en ce printemps des peuples arabes.

Page 44

Exemple à suivre

Pour un autre regard sur les migrants

Par **Anne-Laure Joly**, Déléguée générale de l'Association Autremonde.

Les lois sur l'immigration se sont succédées, toujours plus restrictives, se préoccupant davantage de la gestion des flux migratoires que de la qualité de l'accueil fait aux personnes migrantes. Créée en 1994 par des étudiants ayant pour objectif de « lutter contre toutes les formes d'exclusion », l'association Autremonde constatait alors la situation d'isolement des migrants dans les foyers de travailleurs, révélatrice d'une absence de volonté politique de les accueillir dignement.

Page 47

Les actions de la Fondation Seligmann

Page 49

A lire : les livres qui ont retenu l'attention d'Après-demain

Page 51

La sélection d'Après-demain : *Addiction générale*, par Isabelle Sorente

Bertrand DELANOË

PAR LA CONFIANCE ET PAR LA JUSTICE

Le socle de notre démocratie est fondé sur des principes essentiels : Etat républicain, morale civique, laïcité, justice, liberté de communication, probité, intérêt général, service public, Etat impartial.

La démocratie n'est jamais un acquis. Elle est une conquête de chaque instant, c'est-à-dire, pour reprendre l'expression de Clémenceau, « *une création continue* ». A l'heure où les peuples arabes crient leur désir de liberté et prouvent que la démocratie demeure une idée neuve, nous assistons aujourd'hui en France à une crise de défiance démocratique sans précédent. D'après un sondage *Cevipof*, 56% des Français ne font confiance ni à la droite ni à la gauche pour résoudre leurs problèmes. La République est de moins en moins ce qu'elle devrait être, c'est-à-dire le bien de tous. Pour beaucoup de nos concitoyens, sa promesse, fondée sur l'égalité et l'autonomie, semble avoir été trahie. Si nous ne nous donnons pas tous les moyens de rétablir l'espoir en la démocratie, et l'envie d'y participer, nous serons coupables. Pour cela, il faut s'appuyer sur deux piliers essentiels : la **confiance**, et la **justice**.

LA CONFIANCE

La société de défiance décrite par Pierre Rosanvallon¹ dans sa *Contre-démocratie* se traduit par un paradoxe : l'idéal démocratique qui règne sans partage fait l'objet de vives critiques dans les régimes qui s'en réclament. Et la méfiance vis-à-vis des représentants et des gouvernements va de pair avec une confiance sociale qui s'effrite. Pour la rétablir, il s'agit pour la gauche de proposer un nouveau contrat social. Dans une société de changements très rapides et très importants, qui impose à chacun, pour s'y

retrouver, de savoir bouger et s'adapter, aucune force politique ne peut être crédible si elle se replie sur le seul conservatisme.

DÉMOCRATIE DE PROJET CONTRE DÉMOCRATIE DE REJET

Il faut inventer des modes de gouvernance souples, basés sur la coopération et la subsidiarité. C'est ce que, à notre échelle, nous avons engagé avec *Paris Métropole*, pour élargir les horizons et ouvrir un débat constructif, sans créer un nouvel échelon de gouvernance superflu. Il s'agit aussi de redonner à chaque citoyen son rôle de contrôle et de proposition pour encourager une **démocratie de projet** plutôt qu'une **démocratie de rejet**. Car seul le peuple peut désarmer les populismes.

L'essentiel, pour cela, est de redonner corps à la démocratie sociale aujourd'hui en crise, et un second souffle à une démocratie locale qui ne trouve pas toujours ses marques. La démocratie est plus que jamais la clef pour plus de justice et plus de liberté. Nous devons redonner aux Français leur voix dans les débats politiques qui les concernent en premier lieu. Car ce n'est pas un surcroît de démocratie qui empêche le mouvement, les évolutions, les réformes difficiles et les prises de risques. Au contraire.

RENOUER AVEC LA PROMESSE RÉPUBLICAINE

La crise de confiance est si profonde que les réponses ne peuvent pas être de circonstance. Elles doivent être structurelles. La défiance vis-à-vis du monde politique se conjugue avec une défiance scientifique, économique et

sociologique : la notion de risque a pris le pas sur celle de progrès. Et le pouvoir actuel joue de ces peurs en semant la discorde, en cherchant des boucs émissaires, en divisant. Notre rôle est de renouer avec la promesse républicaine, non pas en proposant à chacun de se protéger soi-même mais en restaurant une solidarité et une sécurité partagées.

La gauche est mal à l'aise face à la montée de l'individualisme : l'affirmation contemporaine de l'individu est pourtant l'aboutissement d'une lutte séculaire - à laquelle elle a pris toute sa part - visant à le libérer des préjugés. Elle s'est en effet toujours associée à ce qui correspond au versant positif de l'individualisme, à savoir la lutte pour l'émancipation individuelle et les libertés. Et cela n'est pas incompatible avec l'idéal de la gauche, qui consiste, par définition, à placer le progrès collectif et l'intérêt général avant la somme des intérêts particuliers. Mais c'est précisément au nom de cet intérêt général que doivent être garanties les libertés de chacun. Qu'est-ce, par exemple, que l'affaire Dreyfus - l'une des secousses fondatrices de la gauche - sinon l'affirmation du droit d'un homme - un seul - face à la prétendue « raison d'Etat » ?

OÙ LE DÉFI INDIVIDUEL RENCONTRE L'ENJEU COLLECTIF

C'est sur ces mêmes bases, l'articulation de la liberté individuelle et de l'intérêt général, que des limites pourront être fixées au marché et que sera redéfini le rôle des services publics. La question de l'autonomie est celle du gouvernement de soi dans une société où chacun doit trouver une place qui ne lui est pas assignée d'avance : cela nécessite un soutien personnel tout au long de la vie, non seulement légitime mais indispensable pour faire face aux changements incessants. Prenons l'exemple du service public de la santé, qui subit de graves altérations à Paris et dans la France entière, et particulièrement au système public hospitalier menacé à certains égards de privatisation, sans qu'aucun débat citoyen et national sur ce choix fondamental ne soit proposé. Nous devons aussi, par exemple, pouvoir repenser avec les professionnels, la prévention et les soins de

psychiatrie dans une France championne du monde de la prise de psychotropes. Voilà un domaine où défi individuel et enjeu collectif se croisent au point de se confondre. Car rien n'est plus intime que le face-à-face avec la maladie. Et rien n'est plus collectif que de préparer une société à l'affronter de façon équitable.

UNE LEÇON DE MENDÈS

Le poids de la responsabilité individuelle (à l'école, en famille, au travail) n'est émancipateur que si les individus disposent de moyens pour effectivement choisir leur vie. Il est clair que ce poids est aujourd'hui insupportable, par exemple pour les jeunes de quartiers pauvres qui n'ont pas les ressources pour choisir leur voie mais sur lesquels on fait reposer la responsabilité de leur échec (scolaire d'abord, professionnel ensuite). Face au projet conservateur d'une société atomisée, il s'agit bien là de redonner corps aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Rétablir la crédibilité de l'action politique oblige à tout mettre en œuvre pour changer vraiment une part de la vie quotidienne dans sa dimension concrète. N'oublions pas la formule de Pierre Mendès France : « *il ne suffit pas d'exprimer une chaleur généreuse et d'enchaîner des credo doctrinaires, il faut être prêts à mettre en œuvre des remèdes* ». Donc, identifier des priorités, et les assumer comme telles, en ayant à l'esprit que choisir, c'est renoncer.

UN TOIT EST-IL UN PRIVILÈGE ?

Il faut rendre possible ce qui est indispensable. D'abord, sur le logement, car un toit devrait être le minimum et cela se situe trop souvent à la limite de l'accessible, ou au-delà de celle-ci : selon le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre, il y a dans notre pays 3,5 millions de mal logés et 5,1 millions de personnes dites « **en situation de fragilité par rapport au logement** », c'est-à-dire vivant dans des appartements surpeuplés, ne pouvant plus payer leur loyer, affrontant des procédures d'expulsion, etc.

Donc, un Français sur vingt est très mal logé, un Français sur six affronte de très graves difficultés

pour se loger... Nous sommes face à un scandale, auquel il faut répondre par des mesures radicales. Notamment en produisant massivement du logement social (la Fondation Abbé Pierre évalue les besoins à 500 000 par an), en encadrant les loyers à la première location et au changement de locataire, en renforçant les pénalités pour les communes qui ne respectent pas la loi **SRU** de janvier 2000 (qui impose 20% de logements sociaux dans les grandes villes), en élargissant la taxe sur les logements vacants à toutes les communes comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants (elle est aujourd'hui limitée à quelques agglomérations de 200 000 habitants).

LA JUSTICE

Aujourd'hui, le sentiment qui domine dans notre pays, c'est celui de l'injustice et des destins verrouillés. Avec deux conséquences : la lassitude et l'exaspération. L'esprit de justice devra marquer les prochaines grandes échéances électorales. Car une autre société est possible et nous ne nous résignons pas. En commençant par le commencement : une réforme urgente et profonde du système fiscal en France est aujourd'hui nécessaire. Pour un impôt plus juste, il faudra notamment aligner la fiscalité du patrimoine sur celle des revenus, c'est-à-dire la soumettre à un barème progressif. Les revenus stagnent, tandis que les patrimoines ont doublé en dix ans.

LA SEULE PEINE DE NÂÎTRE...

Si nous continuons comme cela, la France de 2020 sera un pays où tout sera joué au début de la vie, où les plus démunis n'auront plus d'horizon, tandis que les plus aisés se donneront, pour paraphraser Beaumarchais, « **la peine de nâître et rien de plus** ». Il y a plus de deux siècles, les représentants du peuple ont su abolir des privilèges séculaires, qui sacralisaient un ordre que l'on avait pu croire immuable. Il s'agit maintenant de préparer une nuit du 4 août fiscale. Dans l'esprit, précisément, de l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 : « **Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés** ».

Donner à tous, au départ, les mêmes chances, cela passe, bien sûr, par l'éducation. Selon les statistiques du ministère de l'Éducation nationale, 20% des enfants d'employés et d'ouvriers obtiennent le bac, contre 80% des enfants de cadres. Et selon l'**OCDE** (Organisation de Coopération et de Développement Économiques), la France est l'un des pays où le milieu social joue le plus dans la détermination du niveau scolaire. Là encore, il faut innover, et dire la vérité : pour assurer l'égalité des chances, il faut assumer l'inégalité des moyens.

NE PLUS REVENIR SUR UN FAUX DÉBAT

Notre objectif doit être, notamment, d'éviter les classes surchargées dans les établissements les plus difficiles, où la prise en charge des élèves doit être, autant que possible, personnalisée. La France est parmi les pays de l'**OCDE** où le taux d'élèves par enseignant est le plus élevé. Cela ne peut pas durer. L'égalité des chances, c'est la possibilité pour tous d'accéder à la connaissance avec la même liberté. La démocratisation de la culture devra figurer, elle aussi, au cœur d'un nouveau contrat démocratique et social. Ne revenons pas sur le faux débat « **culture pour tous** » ou « **culture pour chacun** », qui ne sert qu'à éloigner des vrais sujets. L'enjeu, c'est de rendre la culture, l'excellence au meilleur sens du terme, le goût de la beauté et du sens, accessibles à tous (nous y avons contribué à Paris avec, notamment, la gratuité des musées). C'est aussi de remettre le citoyen au cœur des politiques culturelles pour permettre la rencontre d'imaginaires différenciés, inviter au dialogue et promouvoir ce vecteur essentiel du « vivre ensemble ».

SANS INDÉPENDANCE, PAS DE JUSTICE JUSTE

Enfin, pour que tous les citoyens soient égaux devant la loi, la base même d'une démocratie est de se doter d'une justice qui traite chacun de la même manière et qui incarne ce contre-pouvoir essentiel. Nous savons, au moins depuis Montesquieu, combien l'indépendance des juges est au cœur même de la démocratie. Une

urgence, en écho au mouvement de protestation des juges, est de rétablir l'**indépendance de la justice**. Et cela passe en premier lieu par l'indépendance du Parquet. Car il n'est pas admissible que les procureurs - qui ont le pouvoir d'ouvrir ou non une instruction, de mener des enquêtes préliminaires, de classer sans suite - dépendent directement du gouvernement. Cette indépendance doit se traduire d'abord par une réforme radicale du mode de nomination : comme pour les juges du Siègre, le Conseil supérieur de la magistrature devrait souverainement affecter les procureurs. L'indépendance signifie ensuite l'absence d'instructions individuelles dans les affaires dont le Parquet a la charge. L'exigence démocratique passe en premier lieu par le respect de ces institutions. Affaiblir et décrédibiliser le pouvoir judiciaire, comme c'est le cas depuis des mois, ne peut être que le signe d'une démocratie malade.

REDONNER VIE AU CONTRAT SOCIAL

La démocratie est une valeur universelle, et une aspiration légitime, pour toutes les femmes et tous les hommes. La France est face à un défi très important : elle doit redonner vie au contrat social qui lie tous ses citoyens en repensant l'idéal démocratique qu'elle défend partout dans le monde. Après toutes ces années où le seul horizon pour une vie meilleure était de « **travailler plus pour gagner plus** », la gauche doit relever le défi de cette nouvelle frontière, qui, dans un cadre collectif identifié, donne à chacun sa place et la capacité de se réaliser. Seul le rétablissement de la confiance et de la justice permettra de le faire. Au travail !

Bertrand DELANOË
Maire de Paris

1. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie - la politique à l'âge de la défiance*, Editions du Seuil, collection *Les livres du nouveau monde*.



LES BOURSES 2010-2011 de la FONDATION SELIGMANN

Appel à candidatures

La FONDATION SELIGMANN a décidé de décerner, à la fin de chaque année scolaire, plusieurs bourses d'une valeur de 1000 € permettant à des classes de collégiens, lycéens ou apprentis, seules ou avec les membres de la communauté éducative et les parents d'élèves, d'énoncer et de réaliser un projet traduisant leur désir du "Vivre ensemble" et leur refus du racisme et du communautarisme.

Les BOURSES 2010-2011 de la FONDATION SELIGMANN exclusivement réservées aux établissements de l'Essonne, de la Seine-Saint-Denis et de Paris, seront attribuées par un jury, désigné par le Conseil d'Administration de la Fondation, qui se réunira en mai 2011 pour délibérer. Le journal *Après-demain*, organe de la FONDATION SELIGMANN, publiera la liste des lauréats et des bourses attribuées.

La fiche projet d'établissement peut être téléchargée sur le site de la Fondation Seligmann : www.fondation-seligmann.org

Les candidatures seront à adresser à la FONDATION SELIGMANN
BP 458-07 – 75327 PARIS Cedex 07
Avant le 3 mai 2011

Site : www.fondation-seligmann.org Contact : fondation-seligmann@orange.fr

Lilian THURAM

MOUVANTE, MULTIPLE, CHANGEANTE, LA FRANCE EST COMME CHACUN DE NOUS

« **V**ivre ensemble », qu'est-ce que cela signifie ? La question se pose-t-elle lorsqu'il s'agit de groupes homogènes, sur le plan social, ou familial ? Oui, bien sûr. En observant comment fonctionne une famille, on se rend compte que l'on peut vivre ensemble sans se connaître ou vivre ensemble en échangeant, en menant à bien un projet commun.

Au sein de notre propre famille déjà, le vivre ensemble n'est pas toujours évident, nous le savons tous, il y a à la fois de l'amour, des incompréhensions, des non-dits, de la rancœur. Vivre ensemble suppose donc une capacité de remise en question perpétuelle, sans jamais perdre de vue l'objectif : rendre heureux les siens. Qui dit projet commun dit discussions, respect même dans les désaccords, pour se projeter toujours dans le meilleur futur possible. La pire des frustrations résiderait dans la rupture de l'échange, dans la perte de mémoire, tout ce qui peut séparer un couple, éloigner un fils d'une mère, une fille d'un père, un frère d'une sœur... Le lien de sang ne suffit jamais sans une volonté permanente de créer d'autres liens. Le bonheur se cultive sans relâche.

MULTICULTURELLE ? LA FRANCE L'A TOUJOURS ÉTÉ !

Ainsi, nous dit-on de tous côtés, le multiculturalisme serait un échec ? Ainsi il serait difficile, voire impossible, de vivre ensemble, alors même que nous ne l'avons jamais autant fait, soit par le rapprochement physique permis par la rapidité des moyens de transport, soit par la facilité avec laquelle nous communiquons de plus en plus rapidement et avec de plus en plus de gens !

A l'ère de la mondialisation, les liens qui nous unissent sont multiples, notre génération a une vision globale du monde en temps réel, nous savons que le sort de tous les humains est lié : si besoin en était encore, le réchauffement climatique, qui, dans un futur proche, causera d'importants déplacements de population, vient nous le rappeler, parfois cruellement. Tout cela devrait nous conduire à rejeter ces notions dérisoires et pernicieuses de « Français de souche », ou de « pureté », base de tant de génocides !

Si nous parlions vraiment du multiculturalisme, nous devrions commencer par reconnaître que la France a toujours été multiculturelle. Qui peut contester qu'il y ait une culture basque, une culture antillaise, une culture corse, une culture bretonne... ? Voici qu'en 2011, des dirigeants européens éminents viennent affirmer que certaines cultures ne sont pas compatibles avec la leur : est-ce un hasard si ces cultures « incompatibles » sont celles de pays anciennement colonisés ?

CE QUE CACHENT LES « MINORITÉS VISIBLES »

Depuis le XV^e siècle et la « rencontre » de l'Europe avec de nouveaux mondes, l'Histoire de l'humanité a été profondément marquée par la discrimination des peuples non-blancs. Combien d'Amérindiens, d'Africains, d'Asiatiques massacrés, blessés, déportés, humiliés, décimés par les épidémies importées ? En France, aujourd'hui, est-ce toujours la peur qu'inspireraient certains « autres » qui fait obstacle au « vivre ensemble » ou la croyance, enfouie au fond de

l'inconscient européen, en la supériorité de l'homme blanc ? La couleur de peau influe encore sur notre vision d'autrui et, là non plus, le langage n'est pas innocent : « minorité visible » (non blanche) = inférieure, majorité invisible (blanche) = supérieure.

Le XIX^e siècle a été marqué par la peur de la contamination par des supposées « races inférieures ». Sans aller jusqu'à Gobineau¹ on lira utilement, ci-dessous² ce sidérant extrait de débat, suivant l'intervention à la Chambre, le 28 juillet 1885, de Jules Ferry, redevenu député des Vosges « gauche républicaine » (*sic*), quatre mois après avoir vu son gouvernement renversé en raison de la désastreuse politique d'agression militaire au Tonkin, dont il avait fait une affaire personnelle.

Les siècles passent, les procédés et les mots sont peut-être plus « *soft* », mais « issus de l'immigration », « gens du voyage », « sdf », « sans-papiers »... permettent toujours la mise à l'écart, l'exclusion, le rejet !

THURAM, LILIAN : ANTILLAIS, FRANÇAIS, ITALIEN, CATALAN

L'Homo sapiens a une capacité d'apprentissage exceptionnelle. C'est même ce qui le différencie du règne animal. Nous sommes programmés pour apprendre. C'est ce qui explique pourquoi chacun d'entre nous peut acquérir n'importe quelle culture et peut « bricoler » ce qu'il a appris de l'autre : l'Antillais d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celui qui vivait il y a dix ou cinq générations, le Français du Moyen Age ne comprendrait rien au monde dans lequel vit le Français d'aujourd'hui.

Pour ma part, je suis de culture antillaise par ma naissance, j'ai baigné dans un métissage de cultures en région parisienne, je suis aussi de culture provençale, italienne, catalane... Notre propre identité est toujours multiple et changeante selon l'âge, l'endroit où l'on vit, les rencontres que l'on fait, les livres que l'on lit. Nous sommes des constructions, faites avec et par d'autres : nos parents, nos éducateurs, nos relations, nos religions, nos collègues, nos patrons ou nos employés... Et, bien sûr, par nous-mêmes.

EN RECHERCHE ET EN MOUVEMENT

Or, trop souvent, nous avons tendance à réduire notre identité à quelques éléments : la nationalité, la religion, le genre, l'orientation sexuelle, la couleur de peau. Trop souvent peut-être, nous enfermons l'Autre dans une seule des composantes de son identité, privilégiant un marqueur qui devient stigmatisant : « **il est noir** », « **il est blanc** », « **il est vieux** », « **il est musulman** », « **c'est une femme** », « **il est juif** », « **il est homosexuel** »... Il est plus juste de penser l'identité comme mouvante et multiple, non comme unique et rigide.

La diversité culturelle, comme la couleur de peau, offre une gamme continue sur laquelle aucune césure franche n'apparaît. Cette continuité n'est pas une pluralité de cultures dont chacune est parfaitement aboutie : la question du « vivre ensemble » n'est donc pas celle de la pluralité de cultures qui auraient du mal à coexister, mais celle d'une infinie diversité, qui, sans cesse en mouvement, se construit pour se défaire et se reconstruire autrement. Les caractéristiques physiques d'une personne - par exemple sa couleur de peau - n'ont rien à voir avec la langue qu'elle parle, la religion qu'elle pratique, les valeurs et le système politique qu'elle défend, les choses qu'elle aime ou déteste. Cette idée pourtant simple n'est pas encore inscrite dans l'inconscient collectif.

BERLIN ET SÉTIF

Pour construire le « vivre ensemble » du XXI^e siècle, on ne peut plus se contenter de faire appel au héros bienfaiteur et à la victime innocente. Libérons les mémoires et construisons une mémoire universelle où, certes, le 8 mai 1945 serait un jour d'orgueil national puisque des officiers supérieurs français participèrent à Berlin (et la veille, à Reims) aux côtés des généraux américains, britanniques et soviétiques, à la signature de la capitulation nazie, mais où ce même 8 mai 1945 serait aussi un jour de deuil en souvenir des massacres de Sétif, en Algérie ? La population algérienne avait eu tort de croire que, les Français se libérant des Allemands, les Algériens pouvaient à leur tour se libérer des Français.

Pour comprendre le présent, il importe de tirer les leçons du passé. Code Noir, Code de l'Indigénat, Lois de Nuremberg, Apartheid... La construction et la déconstruction de l'Autre, le racisme, la ségrégation ont toujours été éminemment politiques. Concluons avec Franz Fanon, médecin martiniquais, combattant de la France Libre et ambassadeur du FLN algérien, mort trop tôt ; dès 1952, à 27 ans, il écrivait : **« je me découvre un jour dans le monde et je me reconnais un seul droit : celui d'exiger de l'autre un comportement humain. Un seul devoir. Celui de ne pas renier ma liberté au travers de mes choix. Je ne veux pas être la victime de la ruse d'un monde noir. Ma vie ne doit pas être consacrée à faire le bilan des valeurs nègres. Il n'y a pas de monde blanc, il n'y a pas d'éthique blanche, pas davantage d'intelligence blanche. Il y a de part et d'autre du monde des hommes qui cherchent... La guerre du Péloponnèse est aussi mienne que la découverte de la boussole »**³.

Lilian THURAM

1. Arthur de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-1855), réédité en 1967 par Pierre Belfond (introduction d'Hubert Juin). Une édition électronique est également disponible : <http://www.scribd.com/doc/25462961/Gobineau-Comte-de-Joseph-Arthur-Essai-Sur-l-Inegalite-Des-Races-Tome-I-a-IV>

2. Chambre des députés, Paris, 28 juillet 1885, extrait des débats :

« M. Jules Ferry. Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... (Rumeurs sur plusieurs bancs à l'extrême gauche).

M. Jules Maigne. Oh ! Vous osez dire cela dans le pays où ont été proclamés les droits de l'homme !

M. de Guilloutet. C'est la justification de l'esclavage et de la traite des nègres !

M. Jules Ferry. Si l'honorable M. Maigne a raison, si la déclaration des droits de l'homme a été écrite pour les noirs de l'Afrique équatoriale, alors de quel droit allez-vous leur imposer les échanges, les trafics ? Ils ne vous appellent pas ! (Interruptions à l'extrême gauche et à droite – « Très bien ! Très bien ! » Sur divers bancs à gauche).

M. Raoul Duval. Nous ne voulons pas les leur imposer ! C'est vous qui les leur imposez !

M. Jules Maigne. Proposer et imposer sont choses fort différentes !

M. Georges Périn. Vous ne pouvez pas cependant faire des échanges forcés !

M. Jules Ferry. Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures... (Marques d'approbation sur les mêmes bancs à gauche – Nouvelles interruptions à l'extrême gauche et à droite) ».

3. Franz Fanon, *Peaux noires, masques blancs*, Editions Points, Coll. *Essais*.

Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH)

Si vous souhaitez être informé de la situation des Droits de l'Homme dans le monde, inscrivez-vous à la Newsletter de la FIDH sur www.fidh.org et consultez le blog de la FIDH "Gardons les yeux ouverts", blog.gardonslesyeuxouverts.org

Pour soutenir les actions de promotion et de défense des Droits de l'Homme de la FIDH à travers le monde, faites votre don en ligne sur www.fidh.org/dons ou envoyez un chèque à l'ordre de la FIDH à l'adresse suivante :

FIDH - Service Donateurs - 17, passage de la Main-d'Or, 75011 PARIS
(Chaque don donne droit à une réduction d'impôts de 66%)

L'équipe d'Après-Demain

Directrice de publication : Françoise Seligmann

Comité de rédaction : Pierre Joxe, Pascal Perez, Annie Snanoudj-Verber

Rédaction : Yvon Béguivin, François Colcombet, Bruno Fulda, Denise Jumontier, Bernard Wallon

Secrétaire de rédaction : Valérie Hachard

Geneviève PINIAU

LE « VIVRE ENSEMBLE », MATIÈRE PRINCIPALE AU LYCÉE ROBERT DOISNEAU

Nous avons tous en commun... d'être différents ! (Yves Duteil)

Le lycée Robert Doisneau de Corbeil-Essonnes accueille, de la seconde à bac + 3, plus de 2500 élèves de nationalités et de quartiers très divers, zones très pavillonnaires ou tours qui limitent l'horizon par leurs angles ; dans cette diversité, curieusement, le signe distinctif devient la similitude, qui met en communauté de pensée, puis d'apparence pour se noyer dans l'anonymat. C'est un peu l'âge de l'adolescence qui le veut et c'est ce qui explique que nos élèves portent tous, ou presque, un uniforme : jeans, sweat shirt et baskets !

NE PAS LES RATER !

Notre ambition est de faire vivre ensemble tous ces élèves qui représentent la société actuelle et de faire du lycée leur référence commune. Nous instituons tout au long de leur scolarité des « rites » qui balisent l'année scolaire et leur apprennent ce qui ne figure pas dans les programmes, mais les sous-tendent, le « vivre ensemble » ! Ces jeunes nous dirigeront dans 25 ans, il ne faut donc pas les « rater » !

Notre année scolaire commence par l'accueil des « secondes » : parents et futurs élèves sont reçus dès février de l'année de troisième pour découvrir le lycée : lieu, programmes, droits et devoirs pour réussir le passage du lycée, de la seconde à la terminale...

CAFÉ, CROISSANT, RECOMMANDATIONS

Les mêmes parents et les mêmes élèves sont à nouveau reçus pour l'inscription, passage obligatoire, en juillet. Et rendez-vous est donné en septembre, le jour de la rentrée : les élèves sont pris en charge par leur professeur principal, les parents sont reçus dans la salle à manger autour d'un café et d'un petit croissant... L'accueil est la « marque de fabrique » du lycée Doisneau. Les parents entendent à nouveau les recommandations du proviseur et rencontrent le CPE (Conseiller Principal d'Education) en charge de leur enfant, les infirmières, l'assistante sociale, la responsable de la scolarité : il est plus facile d'entrer en contact avec une personne qu'on connaît !

Pendant ce temps, les élèves sont en classe et découvrent leur emploi du temps, le carnet de correspondance, le règlement intérieur, la charte informatique... Tout ce qui va nous permettre de bien vivre ensemble ! Une visite de l'établissement termine cette première matinée.

UNE MAISON COMMUNE : LE LYCÉE !

Après les mises en place de début septembre, arrivent les **stages d'intégration**. Nos élèves viennent, je l'ai dit, d'horizons très différents et notre ambition est de les faire non

seulement cohabiter dans les meilleures conditions possibles, mais aussi de créer un esprit de classe qui fera que l'entraide, la réussite seront l'affaire de tous.

Dès le premier mois de scolarité, toutes les classes de seconde bénéficient d'un stage d'intégration en forêt de Fontainebleau, accompagnées de l'équipe pédagogique : découverte des uns et des autres autour d'une course d'orientation et élection des délégués de classe permettent de gagner beaucoup de temps dans la « création » de la classe. Etre élève de la seconde 2 du lycée Doisneau est plus important que de savoir si l'on vient du quartier Montconseil ou de celui des Pyramides ! A noter que les élèves des sections professionnelles passent une nuit dans une base de loisirs, les classes étant encore plus hétérogènes.

UN CONTRAT ET TROIS ENGAGEMENTS

Nous retrouvons les parents pour la remise du bulletin de mi-trimestre, juste avant les congés de Toussaint : les professeurs analysent les résultats et la bonne - ou plus difficile - entrée en seconde. Pour les élèves rencontrant quelques difficultés, il est proposé un contrat de réussite : engagement du lycée à mettre à disposition de l'élève tous les moyens pour réussir, engagement de l'élève à obtenir des résultats chiffrés, décidés par lui-même et vérifiés au moment du conseil de classe du premier trimestre, conseil auquel l'élève assiste.

Les parents sont donc nos premiers partenaires : ils nous confient ce qu'ils ont de plus précieux, leur enfant, notre élève. Les parents sont partie prenante du contrat de réussite et signent au bas du document en s'engageant, eux aussi... à veiller aux heures de sommeil, de lever, en coupant la télé ou en éteignant l'ordinateur au moment des devoirs, en vérifiant le cahier de textes ou les notes obtenues.

LES SIMPLES OUTILS DE LA RÉUSSITE

Pour favoriser la réussite des élèves, le lycée est ouvert quatre soirs par semaine jusqu'à 19 heures, Centre de Documentation et d'Information (CDI) compris. Les études sont encadrées par des assistants pédagogiques et des enseignants

volontaires. Chaque année, les élèves sont très nombreux à fréquenter les études du soir (plus de 6000 passages). Pourquoi ? Tout simplement parce que, pour bien travailler, il faut une table, une chaise et un endroit tranquille. Tous nos élèves ne disposent pas de ce minimum et la réussite passe bel et bien par l'obligation de faire ses devoirs !

Le lycée est également ouvert aux vacances de Toussaint, d'hiver, de printemps et fin août, pour permettre à ceux qui en ont besoin de combler telle lacune ou de renforcer telle compétence. Des stages d'anglais sont également offerts à ceux qui veulent bien en profiter et ils sont nombreux à fréquenter le lycée pendant les vacances !

BIENVENUE AU BAL DOISNEAU

Le premier trimestre se termine par le **Bal Doisneau**, soirée privilégiée de partage d'un moment de plaisir, de musique, de danse (avec un vrai orchestre) et où l'on se donne la main ! Pas si simple pour certaines de nos jeunes filles, surtout si un frère ou un ami d'un frère peut les voir... Les professeurs d'éducation physique et sportive de seconde bénéficient d'une heure supplémentaire d'EPS (Education Physique et Sportive) pour préparer, entre autres, l'apprentissage des danses - menuets, rondes et polka - et voir, pendant quatre demi-journées 400 élèves danser ensemble, former et défaire les rondes, c'est magique ! De plus, pour l'occasion, nos élèves portent leurs plus beaux vêtements... Et ils sont vraiment beaux !

Noël passe, puis le deuxième trimestre ponctué par la semaine de l'orientation fin janvier, le week-end des **Cordées de la réussite**, la journée **Portes ouvertes**, le **bac blanc** en février et la **Course du cœur** le premier jeudi d'avril : apprendre à donner, sinon de l'argent, au moins de son temps et de son énergie pour aider ceux qui possèdent moins que nous.

COURIR 9875 KILOMÈTRES

Depuis quelques années, le lycée aide l'association **Ecoles du monde**, qui construit des écoles et des puits à Madagascar. Il s'agit de courir sur une distance de 9875 km (celle qui sépare Corbeil-Essonnes de Madagascar). 9875 boucles

d'un kilomètre : si le pari est gagné, ce sont quelques milliers d'euros qui sont versés à l'association. Et tous les ans, quel que soit le temps, le défi est relevé ! Nos élèves sont très généreux, les personnels aussi ! Et les courses sont animées par les professeurs d'EPS, qui ont préparé physiquement les élèves pendant la quinzaine qui précède l'événement.

Puis arrive le troisième trimestre, avec les examens, les conseils de classe qui statuent sur le passage en classe supérieure ; mais avant cela, le premier vendredi de juin, a lieu le **Solibal**, le bal de la solidarité !

LE LYCÉE DE LA RESPONSABILITÉ

Nous ne souhaitons pas que nos élèves se cachent « derrière leur petit doigt », autrement dit ce n'est pas parce qu'on vient des « **Tarterêts** » qu'on ne doit pas réussir. Tous nos élèves ont une bonne tête, deux bons bras, deux bonnes jambes et, s'ils travaillent, ils doivent réussir. Pour s'en convaincre, ils rencontrent et travaillent tout au long de l'année, en EPS, avec des jeunes souffrant de handicap mental ou physique. Faire monter le mur d'escalade par un jeune handicapé donne une réelle responsabilité à l'élève qui l'assure ! Aller en forêt faire une balade et guider un fauteuil roulant permet de réfléchir au bonheur de pouvoir marcher et courir seul !

Pour finir l'année en beauté et remercier nos élèves de leur engagement, nous invitons les jeunes handicapés, leurs accompagnateurs, leurs parents, et nous passons une soirée, avec orchestre, à partager un repas et à danser. Moment également fabuleux pour les uns et les autres !

LE PARTAGE ESSENTIEL DE LA BEAUTÉ ET DU SAVOIR

Je n'ai pas parlé des cours d'**ECJS** (Education Civique, Juridique et Sociale) que chaque lycée est censé dispenser à ses élèves, ni de notre ambition de **réduire le déficit culturel** dont souffrent les enfants des quartiers populaires : il

n'est pas de classe qui ne découvre le théâtre, le cinéma, les musées... Partager la beauté est essentiel !

Dans le même ordre d'idées, lors des « **Mardis de Doisneau** » nos élèves peuvent rencontrer, le premier mardi de chaque mois, une personnalité reconnue dans des domaines ou sur des thèmes aussi variés que la laïcité, la caricature, les OGM, le climat, la philosophie, l'Etat et la Nation. Nous avons notamment reçu Mmes Jacqueline Lalouette, historienne ; et Valérie Masson-Delmotte, climatologue ; MM. Alain Zabulon, alors préfet délégué à l'égalité des chances de l'Essonne ; Manuel Valls, député de l'Essonne, maire d'Evry ; Luc Ferry, philosophe, ancien ministre de l'Education nationale ; et bien d'autres. Si ces personnalités n'avaient pas accepté de venir à Corbeil, nos élèves n'auraient probablement jamais eu la chance de les rencontrer.

DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA NATIONALE

Grâce à l'engagement des enseignants, le lycée Doisneau a pris le parti de rendre les élèves acteurs de leur apprentissage du « vivre ensemble ». Ils n'intégreront pas tous Polytechnique ou Sciences-Po. L'essentiel est qu'ils aient un projet en rapport avec leurs possibilités et qu'ils aient trouvé leur voie grâce au travail d'orientation mené depuis l'entrée en seconde, accompagnés par leurs parents, leurs professeurs principaux et les conseillers d'orientation-psychologues. En favorisant sa réussite, en l'accompagnant tout au long de sa scolarité, en l'aidant à accepter ses échecs et à rebondir, en ouvrant des « possibles », en lui insufflant de l'ambition, on permet à chaque élève « d'exister », on contribue au mieux vivre ensemble, à tel point que le lycée Doisneau a éradiqué la violence dans ses murs !

Et pourtant, elle n'est pas loin... juste de l'autre côté de la RN7 !

Geneviève PINIAU
Proviseure du lycée Robert Doisneau
à Corbeil-Essonnes

Alexis FEERTCHAK

ELOGE DU FUTUR ANTÉRIEUR

Alexis de Tocqueville nous avait déjà enseigné que le danger de la démocratie est la démocratie elle-même : le sujet autonome se transforme en un individu indépendant. Ce constat se vérifie aujourd'hui et la critique n'est pas nouvelle, mais la crise fait apparaître un danger nouveau : l'individualisme dépassant le seul enfermement, dans un cadre spatial, de l'individu sur lui-même, celui-ci tend, de la même manière, à se recroqueviller sur lui-même dans un cadre temporel. La critique postmoderne prend un sens nouveau : privilégiant l'instantanéité, l'ère du vide empêche de se projeter en avant dans le temps long. Ce court-termisme est l'une des principales dérives de notre action publique, une dérive qui porte atteinte à l'intérêt général mais qui est loin de toucher tous les pays de la même manière. En matière de recroquevillement spatial et temporel, la France fait, sondages à l'appui, figure de mauvais élève et illustre un évident cercle vicieux : pour se projeter en avant, encore faut-il croire en l'avenir !

L'INDIVIDUALISME SE JOUE DES CHIFFRES

Il faut toujours se méfier des analyses quantitatives trop simplistes, et ne jamais faire l'économie de réflexions qualitatives, que d'aucuns jugeront subjectives, mais qui permettent pourtant de ne pas se cacher derrière la certitude d'un chiffre. C'est vrai notamment dans l'analyse des sondages.

Ainsi, lorsqu'est posée la question suivante : « **Considérez-vous que les trois valeurs de la devise française sont en danger ?** », s'en tenir

aux chiffres, dans l'analyse des résultats, peut nous plonger dans un combat stérile entre deux voies dont aucune ne serait absolument sans issue.

Cette question fut posée en 2010 dans le cadre d'un sondage réalisé par TNS-Sofres pour l'association **Lire la politique**. Les Français interrogés avaient alors répondu en majorité que les trois valeurs de la République étaient en profonde régression. En effet, nous entendons souvent ce discours alarmiste : les libertés individuelles régressent, l'égalité des citoyens n'est plus assurée, la fraternité a perdu son sens. A l'inverse, il se trouve toujours des voix pour répondre que ce sentiment n'est pas fondé, que, dans les faits, jamais les inégalités n'ont été aussi réduites, que jamais l'homme n'a bénéficié de tant de liberté(s) et que jamais les rapports entre citoyens n'ont été aussi fraternels. Chacune des deux parties s'arc-boutera sur quelques chiffres qu'elle jugera probants ou rassurants, mais dont on ne saurait se satisfaire si l'on veut comprendre le sentiment de défiance à l'égard des valeurs républicaines.

UNE ASPIRATION CONTREDITE

Dès lors, on ne peut se contenter de se demander si, en matière de liberté, d'égalité ou de fraternité, ces « **nouvelles frontières de la République** » ont quantitativement migré d'un côté ou de l'autre, soit du côté de la régression soit, au contraire, du côté du progrès. Ce paradoxe illustre bien plus l'idée que les Français se font des libertés fondamentales et, par là même, comment ils fixent eux-mêmes les nouvelles frontières de notre République et les règles du

« **vivre ensemble** ». Autrement dit, pourquoi, malgré un indéniable progrès matériel et culturel, les Français pensent-ils que les trois piliers de la République seraient en danger ?

Ce sont moins ces piliers qui vacillent que l'aspiration républicaine des Français, lourdement contrebalancée par l'individualisme. Voilà le cœur du sondage, voilà le sens de la peur d'un recul des libertés fondamentales : la République est rongée par l'individualisme et notre société prend les caractères de la société post-moderne décrite par Gilles Lipovetsky. Cet état d'esprit général est beaucoup moins flatteur pour la société française qu'un recul des libertés qui résulterait d'un déséquilibre institutionnel ou d'une menace de la mondialisation.

UN LOINTAIN SOUVENIR : L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Quelles sont les raisons avancées par les Français pour expliquer un tel recul des éléments de notre devise républicaine ?

La **liberté** d'abord. Au-delà des clivages politiques visibles, l'individualisme brouille l'idée que nous avons des libertés. En effet, la première raison avancée est celle d'interdictions et de recommandations bien trop nombreuses à l'endroit de la vie privée. Autrement dit, les Français refusent l'idée d'un intérêt général qui dépasse les intérêts particuliers : ils seront les premiers à reconnaître le bienfait théorique des radars automatiques mais, individuellement, jugeront injuste ou abusive l'amende qu'ils recevront. On est loin, en réalité, du refus radical de la règle, c'est bien plutôt la perte du sens de la règle devant un intérêt individuel qui devient la seule norme.

Pour l'**égalité**, le constat est moins évident ; on notera cependant, dans les raisons avancées d'un recul de l'égalité, la prédominance de la question des salaires, mais l'absence dans les réponses de certaines questions cruciales, voire de certaines inégalités réelles, comme l'instruction. Le cas de la **fraternité** est le plus symptomatique. Droite et gauche se retrouvent dans un consensus sur le recul de celle-ci. Loin de

l'image idyllique de gens qui se serrent les coudes, la crise économique, selon les personnes interrogées, a encore réduit les mécanismes de solidarité.

QUI REPRÉSENTE LA RÉPUBLIQUE ?

Société individualiste, mais pourquoi post-moderne ? Car, au-delà d'une prédilection pour l'intérêt particulier, nous sommes témoins de la perte générale de sens et de la disparition des grands combats humanistes menés par les générations précédentes. Après les masses révolutionnaires, l'indifférence de masse. Le sondage le montre : le chiffre marquant est celui des 47% de gens pour lesquels personne ne représente la République. Voilà bien l'« ère du vide » dans toute son étendue, un désenchantement certain, un désintérêt de l'avenir, une rétractation de l'individu sur lui-même.

A l'heure où la politique devrait combattre le court-termisme financier, les motivations de la société se rapprochent toujours plus d'un recroquevillement sur le présent et l'instantanéité, à l'image de ces mêmes financiers. Ainsi, l'avenir des générations futures n'a pas été suffisamment pris en compte dans les débats sur la réforme des retraites - celle qui vient d'être adoptée ne garantit l'équilibre des comptes que jusqu'en 2018 - seuls les intérêts particuliers se sont entrechoqués, empêchant ainsi tout consensus sur cette réforme essentielle d'émerger, comme ce fut le cas dans d'autres pays. La gauche et les syndicats ont tiré gloire d'imposantes manifestations, mais à quel titre ? Il eût été plus « glorieux » d'avancer des contre-propositions viables, repensant sans corporatisme le financement des retraites d'aujourd'hui par la génération suivante.

« À QUOI POUVAIENT PENSER NOS PARENTS ? »

Ce qui paraît essentiel, et que montre par exemple le philosophe Jean-Pierre Dupuy, c'est que l'action politique devrait se conjuguer au « **futur antérieur** » : autrement dit, nous devrions nous placer dans la situation de nos descendants qui nous regarderaient, jugeraient nos politiques : nous prendrions dès lors des

décisions comme nos descendants eux-mêmes prendraient les décisions aujourd'hui, de sorte que leurs droits (c'est-à-dire, de notre point de vue, les droits des générations futures) soient préservés. Cette éthique nécessaire, mais inexistant aujourd'hui dans la vie publique, s'applique en premier lieu aux décisions d'ordre écologique. C'est bien ainsi qu'Al Gore conclut son film *Une vérité qui dérange* : « **Les générations futures auront vraisemblablement à se poser la question suivante : à quoi pouvaient donc bien penser nos parents ? Pourquoi ne se sont-ils pas réveillés alors qu'ils pouvaient encore le faire ?** »

Penser l'intérêt général n'est point idéaliste, comme le réalisme politique voudrait nous le faire croire quand il considère qu'il n'y a pour ainsi dire qu'une seule solution rationnelle à un problème donné, que la délibération et les idées sont vaines. Penser l'intérêt général, c'est d'abord avoir conscience de cette immense responsabilité que nous avons vis-à-vis des générations futures.

DES VALEURS INDUMENT RÉCUPÉRÉES

Cette responsabilité - dont nous ne saurons jamais de manière certaine si nous aurons été à sa hauteur puisque nous ne serons plus là pour en juger - exige dès lors du sérieux, tant de la part de la classe politique que de la société elle-même : les responsables politiques, en conjuguant au futur antérieur, ne doivent pas attendre de leurs politiques publiques des résultats immédiats. La nervosité, la réactivité trop grande aux affects, la précipitation, doivent être rejetées à tout prix par la société et le politique. De l'autre côté, la négation conservatrice des grands enjeux d'aujourd'hui par une partie de la classe politique au nom du politiquement correct - repenser l'intégration ou refonder le modèle éducatif - ou l'élaboration d'un projet politique sur des mythes du passé - la réduction du temps de travail fut un progrès immense, nous devons donc faire la même chose - sont autant d'archaïsmes en décalage avec la responsabilité de l'avenir dont les décideurs publics doivent prendre la charge. C'est d'autant plus navrant

que les valeurs républicaines - telle la laïcité - se trouvent récupérées, travesties et malmenées par des partis extrémistes dont le sens de l'Histoire et de la responsabilité est à peu près nul.

« HOME, SWEET HOME »

Cette perte de l'intérêt général, cet aveuglement d'une société du vide, sont d'autant plus inquiétants que nous nous enorgueillons de notre passé, convaincus qu'au-delà de l'Hexagone, la sinistrose est bien pire encore. Or, tel n'est pas le cas : les jeunesses de bien des pays sont autrement plus actives, résolues, conscientes des responsabilités qui seront les leurs dans l'avenir.

La **Fondation pour l'innovation politique (FONDAPOL)**, dirigée par le politologue Dominique Reynié, a réalisé à l'échelle internationale une enquête (**2011, la jeunesse du Monde**) sur les valeurs de la jeunesse selon les pays ; plus d'un moraliste français serait bien avisé de la lire.

Les résultats sont accablants pour la jeunesse européenne, et plus particulièrement française : quand les jeunes du monde considèrent à une très grande majorité la mondialisation comme une opportunité, les Français se montrent majoritairement repliés sur eux-mêmes, la considérant comme une menace. Plus encore, caractéristique même de l'individualisme et de la perte de sens, la perception française peut se résumer ainsi : « **doux foyer, dure époque** ».

DÉSENGAGEONS-NOUS !

A nouveau dans une position de repli, dans un cocon de plus en plus resserré, huit jeunes Français sur dix sont satisfaits de leur situation, mais le quart seulement de ceux-là l'est de la situation du pays. N'est-ce pas là le signe évident d'un désengagement citoyen ? Nous pourrions objecter à cet argument, dans le souci de ne pas s'en tenir à une analyse quantitative, que la mondialisation peut être au contraire le lieu d'accomplissement d'un individualisme sans limite. Pourtant, c'est peut-être le chiffre le plus déroutant de ce sondage : quand un tiers seulement des Français considère que la pollution est

une menace grave pour nos sociétés, un Chinois sur deux prend cette menace au sérieux. Il semblerait donc que la lourde responsabilité qui doit guider nos politiques envers les générations futures, soit prise plus au sérieux par les Chinois que par les Français. Autrement dit encore, les Chinois conjugueront plus que nous-mêmes au futur antérieur.

ENTRE DÉPRESSION ET « SAUVE QUI PEUT »

Viennent ensuite deux autres constatations dont nous ne tirerons pas plus gloire : si nous sommes les premiers à dénoncer le déficit démocratique de certains régimes, nous sommes aussi parmi ceux qui se révolteraient le moins contre une loi inique (47% des Français, contre 71% des Indiens) et nous nous classons avant-derniers en matière de confiance dans les institutions, derrière les Grecs et les Mexicains, dont les motifs de défiance sont autrement plus grands. Notre désengagement de la Cité est bien un symptôme de l'ère du vide : en comparant aux 94% d'Indiens, les 84% d'Européens qui considèrent que voter est un devoir, force est d'admettre que nous sommes bien moins démocrates (individuellement parlant). Et si l'engagement dans des partis politiques est, d'une façon générale, peu prisé par les jeunes du monde

entier, il l'est encore moins en France, avec seulement 12% de jeunes adhérents à un parti. Piètres performances pour le « **pays des Droits de l'homme** » ! Pour situer le jeune Français, Dominique Reynié a cette pertinente formule : « **entre dépression** » et « **sauve qui peut** ».

Finalement, si l'on s'interroge sur la santé des éléments de notre devise républicaine et si l'on interroge les Français sur leurs valeurs, nous en revenons à la vision prophétique de Tocqueville : la démocratie a plus à craindre de l'individualisme que de la dictature. Pensons au futur antérieur, soyons responsables devant les générations à venir et, plutôt que de voir le danger partout hors de l'Hexagone, posons-nous la question de notre inspiration républicaine et de notre volonté de vivre ensemble.

Alexis FEERTCHAK
Etudiant à Sciences-Po Paris
et à l'Université Paris-Sorbonne

Références bibliographiques :

- Sondage *Les nouvelles frontières de la République*, Lire la politique, TNS-Sofres, 2010.
- Enquête, 2011, *La jeunesse du monde*, Fondapol, TNS-Sofres, 2010.
- Dupuy, Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2002.



Le site de la Fondation Seligmann
www.fondation-seligmann.org évolue

Après-
demain

Les archives d'*Après-demain* de 1957 à 2007 seront mises en ligne gratuitement, dans le courant du 2^{ème} trimestre 2011, pour vous permettre d'effectuer des recherches. *Après-demain* est témoin et porteur de débats d'idées et de réflexion sur l'histoire et l'évolution politique, économique et sociale de ce dernier demi-siècle. Cette source documentaire, prenant en compte les différentes problématiques d'actualités de la société, sera à votre disposition pour compléter vos connaissances, alimenter vos recherches et élaborer vos dossiers pédagogiques.

Vous y trouvez également toutes les informations sur la Fondation Seligmann : projets aidés, bourses attribuées.

Ahmed DJOUDER

L'« ÉCHEC DU MULTICULTURALISME » OU L'ART D'ENTERRER CE QUI N'A JAMAIS EXISTÉ

« Il suffit d'aller dans les quartiers qu'ils se sont appropriés pour se rendre compte qu'ils ne vivent pas comme les autres : les odeurs de kebab et de friture, les vendeurs à la sauvette, les économies parallèles, leur pratique religieuse archaïque qui s'affiche, leur langue gutturale, leur absence de goût, leur saleté, leur appropriation des territoires, etc.

Ils pompent notre économie avec leur droit aux aides sociales, ils envoient le peu de fric qu'ils gagnent dans leur pays d'origine, consomment peu (les radins !), et quand ils n'ont vraiment plus rien, on les retrouve dans la rue à mendier, à quémander les sous des Français. Ils font des gosses à tout va et il en résulte une marmaille qui ne pense qu'à bouffer et à crier. Leurs gosses deviennent des délinquants, des voleurs, des dealers-drogués, qui mettent le souk partout où ils vont et font régner la terreur.

Les mères, des mauvaises mères profiteuses, les pères, des mauvais pères bien malins, occupent des appartements à loyer modéré alors que tant de braves Français attendent un logement. Ils squattent et rendent fous des propriétaires bien trop vertueux. Ils réclament des lieux de prière pour pratiquer une religion rétrograde. Et leur natalité exponentielle menace déjà la France et l'Europe, encore plus sûrement à l'avenir. »

« Ils », ce sont les immigrés, des étrangers, des clandestins, des minorités qui, selon une pensée dite néo-républicaine (qui s'assume de plus en plus), profitent du système et réclament des droits sans les devoirs et, qui plus est, se font passer pour des victimes, brandissant tantôt leur vieux passé de colonisés, tantôt leur statut de discriminés. Sans oublier l'ingratitude et l'arrogance extraordinaires dont ils feraient parfois preuve alors qu'on les tolère depuis tant d'années.

RIRE JAUNE

Les mots « mixité », « multiculturalisme », « socio-diversité », « pluralité » font rire jaune, voire écœurent quelques journalistes, philosophes et hommes politiques européens mais aussi un nombre grandissant de Français. Selon eux, ces mots sonnent creux et sont utilisés par des gens qui refusent de voir la réalité en face. De quelle réalité parlent-ils ?

La réalité, ce serait les petits musulmans, pratiquants, qui perçoivent des aides sociales et transgressent les lois de la République ; les Roms qui réclament des parkings décents, et qui volent eau et électricité aux communes ; les délinquants, Arabes ou Blacks, qui créent des zones de non-droit dans certains quartiers ; les Français de souche, qui ne se lèvent pas tôt, avec une éducation limitée et un poil dans la main ; les SDF qui puent, font l'aumône et qui sont dans cette situation parce qu'ils le veulent bien.

LA VACHE À LAIT SE REBIFFE

Une fois de plus, l'immigré, l'étranger et les plus précaires sont pris pour cible avec la cohorte d'idées fausses et de préjugés qui accompagnent cette stigmatisation. Car, en apparence, ils n'apportent pas grand-chose, à l'exception de leur poids, financier et autre, pour la société entière, et leur différence, potentiellement dangereuse. La France nourrit des êtres qui deviendront, tôt ou tard, des délinquants, des abuseurs, et, qui sait, ces êtres étant tellement ingrats et imprévisibles, des poseurs de bombes. Pendant ce temps, d'autres catégories plus méritantes ou légitimes, les bons et vrais Français, trinquent.

Bref, notre pays paie le prix d'une politique sociale et d'immigration laxiste et trop

charitable. Ces néo-républicains estiment avoir assez toléré l'intolérable. « *Revenons, expliquent-ils, à une politique plus sévère qui empêchera de fabriquer des assistés, des bons à rien et dissuadera des milliers de crève la faim de venir nous bouffer dans la gamelle. On ne peut pas être la vache à lait de l'humanité entière. Notre pays doit enfin penser à lui avant de penser aux autres.* »

Comment ne pas être ébahi par le degré de paranoïa, d'aveuglement et de radicalité qui anime aujourd'hui certains hommes politiques, journalistes et intellectuels ?

UN VŒU PIEUX, ET RIEN D'AUTRE

A peine accuse-t-on le coup de cette France dont les valeurs morales et humanistes se dégradent, dans une forme d'égarement et d'irrationalité, que plusieurs gouvernements européens posent l'échec du multiculturalisme. Ce lourd constat est très intéressant. Mais, pour prêter un échec à une politique multiculturaliste, encore faut-il qu'elle ait existé. Or, le multiculturalisme n'a jamais été qu'un vœu pieux, des politiques multiculturalistes dignes de ce nom n'ont jamais vu le jour. Et c'est bien là le problème ou l'illusion. Ce déni a des conséquences graves. Puisque tout le monde est persuadé d'avoir fait énormément pour ces immigrés, les maigres résultats quant à une harmonie nationale incitent à penser que le problème réel réside bel et bien chez ces « étranges étrangers ».

Machines à exclure, le modèle républicain français, basé sur l'intégration, ou le modèle multiculturaliste à l'anglo-saxonne n'ont jamais vraiment eu l'intention de créer cette harmonie nationale. Plusieurs décennies après, leurs résultats sont identiques : ghettos, injustices sociales et économiques chez les minorités.

CONFUSION ENTRETENUE, ÉGALITÉ SIMULÉE

L'absence de politiques d'intégration convenables a, en réalité, alimenté une confusion dans l'esprit des gens. Une confusion telle que lorsqu'on dit que les choses vont très mal, personne ne sait si l'on parle de catastrophe écologique, de la fragilité de notre système financier et bancaire, du chômage, des immigrés ou de l'Islam.

Si la politique du respect réel et de l'égalité des chances (dès les premières générations et non 60 ans après leur arrivée) avait été pratiquée en France et dans certains pays européens, les choses auraient probablement été fort différentes. Les immigrés ont plus été subis que tolérés ou acceptés. On a toujours souhaité qu'ils restent ouvriers, employés ou assistants au plus bas de l'échelle... Et pour cela des stratagèmes existent. Ils se nomment « indifférence » et « discriminations ».

Les discriminations envers les minorités sont un secret de polichinelle. Des gens « bien placés » ont intérêt à ce qu'elles existent. Insidieuses, ces discriminations ne peuvent réellement se comprendre que lorsqu'on est soi-même black¹, arabe, sdf, pauvre ou migrant. Il y aura toujours des places auxquelles les immigrés n'auront pas accès.

MÊME LES ARABES SE RÉVOLTENT ?

L'image des immigrés, et par extension celle de l'Islam, s'est tellement dégradée qu'elle a fini par en devenir fausse et délirante. Tout cela parce qu'on les a cantonnés à des rôles de soumis et de faibles. La preuve en est que les récentes révolutions arabes ont surpris tout le monde. « *Qui aurait-pu imaginer que ces gens puissent réclamer autre chose qu'une dictature et la répression ?* » Ce qui est surprenant n'est pas que ces peuples se soient révoltés mais que la plupart des Occidentaux n'en aient jamais conçu l'hypothèse !

Cela fait partie de la représentation du Noir ou de l'Arabe. Il se soumet. Il obéit. Il doit se taire. Il doit être contrôlé. Point de respect pour lui. Point d'émancipation. Point de richesse. C'est comme ça. Ils sont comme ça.

LES POLITIQUES DE L'OXYMORE

La France, et plus largement l'Occident, ont été pris au piège de leurs *politiques de l'oxymore*². Ils deviennent fous à force d'avoir usé de contradictions : souhaiter la « parité » et l'égalité salariale hommes/femmes et ne pas la favoriser, promulguer des lois pour faciliter l'« insertion » des handicapés et ne pas la faire respecter, déclarer le « respect » de l'environnement et

poursuivre des activités polluantes, se « préoccuper » des sans-abris et les laisser mourir l'hiver, être « soucieux » des Droits de l'Homme et vendre des armes aux dictateurs, parler de « multiculturalisme » et mépriser les minorités, etc.

Les minorités font peur parce qu'elles obligent à sortir d'une idéologie patriotique, où la majorité a raison et adhère aux mêmes valeurs, ce qui lui donne le droit d'imposer ses lois et ses vues. Cette idéologie, qui anime de nombreux partis d'extrême-droite et groupes religieux, s'inscrit en faux dans l'évolution des cultures occidentales qui tendent vers une dialectique entre soi et le monde et vers l'individualisation. De cette dialectique découle la prise de conscience de soi et de l'autre, condition nécessaire à une altérité.

AU CŒUR DE NOS RÉSISTANCES INTÉRIEURES

Le rejet ou le mépris des minorités est ainsi une régression. Bien sûr, accepter l'autre n'est pas inné. Vivre ensemble représente précisément un défi tout comme la démocratie et le respect des Droits de l'Homme.

Il est temps pour l'Occident de mettre en accord le cœur et la tête. Le temps de la diplomatie à l'ancienne doit prendre fin. Il n'est plus question de dire une chose et d'en penser ou d'en faire une autre, ou d'accepter des compromissions par intérêt. La crédibilité et la légitimité des valeurs occidentales vont passer par là : plus que l'exemplarité, il s'agit d'une intégrité impeccable.

La question du « vivre ensemble » devra aussi renvoyer chacun à ses lieux de résistance intérieure qui naissent de l'antagonisme de nos instincts de haine de l'autre et de nos aspirations humanistes. C'est bien parce que cette question se pose à l'échelle individuelle qu'elle finit par se poser à l'échelle collective. Cette contradiction ne pourra être résolue tant que l'humain restera secondaire, et que l'économie tiendra lieu de socle fondamental de nos sociétés. Ni la mondialisation ni le capitalisme n'ont pour vertu de considérer l'humain. Tant que les valeurs centrales de nos modes de vie seront l'économie, la croissance et un nationalisme rigide, il n'y aura jamais de véritables égalité et fraternité.

NE PAS ÉLUDER LES QUESTIONS LÉGITIMES

En même temps, quand on invoque la dialectique et l'altérité, comment rester sourd et aveugle aux propos les plus rigides et les plus racistes, comment ne pas tenter de les comprendre ? Devrions-nous les rejeter en bloc ?

L'enjeu n'est-il pas aussi celui-là ? Penser différemment mais être capable de s'écouter et d'échanger. Ne va-t-il pas falloir que droite et gauche, centre et extrêmes, trouvent une autre façon de se « parler », qui ne soit ni l'attaque, ni la condescendance, ni la grossièreté ?

Il ne faudra donc pas éluder les questions légitimes que se posent les néo-républicains à l'égard des communautés et en particulier à l'égard de l'Islam. Les musulmans eux-mêmes devront questionner le socle conceptuel sur lequel il repose, certainement très différent de celui du christianisme. L'Islam, monothéisme révélé et absolutiste, entraîne des liens ambigus et particuliers au pouvoir, à la politique, la modernité, la différence, etc. La tentation totalitaire et intégriste de certains pays arabes et islamiques n'est pas à diaboliser mais à interroger.

VERS L'HUMAIN, ENFIN ?

Les récentes révolutions arabes devront aussi obliger les démocraties à repenser les fondements même de leurs Constitutions pour aller plus loin dans leur développement, et surtout pour éviter une dangereuse régression. Pour cela, l'Occident ne doit pas nier que ses révolutions industrielles, son expansion, son matérialisme, son consumérisme, son individualisme, son capitalisme ont généré une situation alarmante dont les répercussions sont mondiales. De la confrontation de cultures religieuses et ethniques différentes pourra peut-être naître une responsabilité supérieure qui générera ce basculement crucial du socle **Économie** au socle **Humain**.

Ahmed DJOUDER
Ecrivain, éditeur

1. Pour celles et ceux qui ne l'ont pas lu, *Dans la peau d'un noir*, de John Howard Griffin (Folio) est à découvrir.

2. Formule empruntée à Bertrand Méheust dans un livre consacré à l'écologie, *La politique de l'oxymore* (La Découverte, coll. *Les empêcheurs de penser en rond*).

Perrine MARTIN

LE MODÈLE RÉUNIONNAIS : DIVERSITÉ EXEMPLAIRE OU SPÉCIFICITÉ NON EXPORTABLE ?

A lire ce témoignage, on se prend à rêver d'un pays qui n'a pas connu les guerres de religion qui ont ensanglanté la France, l'Angleterre et l'Irlande. Faudrait-il en déduire que le modèle laïque français pourrait être considéré comme dépassé ? Certes non. On ne peut pas comparer ce qui n'est pas comparable : la petite île de La Réunion bénéficie d'une situation très particulière, qui est bien décrite par Perrine Martin et qui est loin d'être exportable. Tant que les Eglises considèreront que chacune d'entre elles, et elle seule, détient la vérité et s'installeront dans le communautarisme, il faudra continuer à respecter le modèle laïque tel qu'il est présenté en France car c'est le seul moyen de maintenir une société multiculturelle dans laquelle « vivre ensemble » signifie respecter les autres.

Après-demain

Les Réunionnais ont leur histoire propre. Musulmans, juifs, chrétiens, hindous, chinois, animistes, athées, vivent en bonne intelligence. On peut s'interroger sur les raisons ou les recettes de cette harmonie et en tirer des enseignements utiles, à l'heure où la globalisation met notre laïcité à l'épreuve.

ESCLAVAGISME, « ENGAGISME »

Quiconque arrive à La Réunion est frappé par la diversité de la population. Se côtoient des Blancs de l'île (*yab*) ou de métropole (*zoreils* ou *zoreys*), et une population métissée, les Créoles, issue des Cafres descendants des esclaves africains, ainsi que des Malgaches, des Indiens tamouls, des Indiens musulmans (*zarabes*), des Chinois et des Comoriens. Cette diversité ethnique est également une diversité culturelle, résultat d'un peuplement qui s'est échelonné de 1665 à nos jours.

Pour travailler dans les plantations, une main d'œuvre importante s'avère nécessaire : en

1699, c'est le début de la traite négrière, qui va amener sur l'île des Africains et des Malgaches. Ces hommes et ces femmes y transportent leur culture animiste. Des Indiens, esclaves ou engagés, arrivent sur l'île à la même époque et perpétuent leurs nombreuses traditions et leurs rites cultuels.

Louis XIV est convaincu que l'unité du Royaume n'est possible que s'il y a unité de foi mais les colons sont opposés à la conversion de leurs esclaves au catholicisme ; eux-mêmes pratiquent peu et craignent de voir diminuer leur autorité si les esclaves ont accès à une instruction religieuse. Cette colonie n'est pas la préoccupation première du Royaume : elle est à 10 000 kilomètres et son impiété ne met pas la France en péril.

Finalement, pour passer en douceur le cap de l'abolition de l'esclavage, proclamée à La Réunion le 20 décembre 1848, les maîtres autorisent dès 1840 leurs esclaves à suivre une éducation religieuse. Ils pensent que les valeurs de

tolérance prônées par l'Église éviteront des actes de rébellion et de vengeance. Il faut donc attendre l'abolition de l'esclavage pour que s'opère parmi les affranchis un mouvement spectaculaire d'adhésion au catholicisme.

Après 1848, il est fait appel à des engagés, africains, malgaches, puis chinois, indiens, malaisiens, polynésiens, australiens. Ce sont des travailleurs libres, titulaires d'un contrat de 5 ans sur l'île. Les « **contrats d'engagement** » stipulent aussi la liberté de culte.

A partir de 1889, la nationalité française est accordée aux enfants des Indiens. La communauté tamoule représente 25% de la population actuelle. Venus également d'Inde à la période de l'engagement, on trouve ceux qu'on appelle communément des « **zarabes** », qui sont en réalité des Indiens musulmans de l'ouest du Gujrat. Majoritairement de confession sunnite, de rite hanafite, ils représentent à peu près 5% de la population.

En 1860, la commission spéciale chargée de l'immigration autorise les Chinois à pénétrer sur le territoire réunionnais, d'abord en tant qu'engagés. Puis, à partir de 1937, on assiste à une immigration de Chinois qui fuient la guerre sino-japonaise et, par la suite, le régime communiste. Ils représentent environ 3% de la population.

TRAVAILLER, RÉUSSIR

S'il n'est pas possible - en l'absence de statistiques ethniques, prohibées par le principe républicain - de faire une étude sur le lien entre emplois et caractéristiques religieuses, il est aisé, en revanche, d'observer une sorte de division ethnique du travail.

Les Créoles, c'est-à-dire les Réunionnais hors métropolitains (**zoreils**), sont agréables et serviables, que ce soit dans le domaine privé ou dans le cadre du travail ; aucune discrimination raciale ou confessionnelle n'est perceptible entre eux.

Bien que les musulmans ne représentent qu'un faible pourcentage de la population réunionnaise, ils se remarquent par leur code vestimentaire,

tant chez les hommes que chez les femmes, qui, pour la plupart, portent le voile, **hijab**, ou, pour une centaine d'entre elles, le **niqab**. La tenue, chez les **zarabes**, n'est pas un signe d'intégrisme, comme on peut le craindre en métropole, mais une tenue traditionnelle.

On trouve les musulmans au travail en centre-ville, puisqu'ils détiennent la majeure partie des commerces. L'heure de la prière à 17h30 conduit à la fermeture des magasins. Être musulman à La Réunion est souvent synonyme de réussite scolaire : la jeune génération occupe des postes importants dans tous les secteurs.

Les engagés chinois ne se seront pas éternisés au travail de la terre ; ils ont ouvert des épiceries, où l'on trouve aussi de quoi se restaurer. Avec leur talent pour le négoce, leur ardeur au travail, les Chinois se retrouvent à la tête des grands réseaux de distribution. Le goût de l'étude, valeur importante dans cette communauté, explique leur niveau socio-professionnel relativement élevé ; les jeunes ont accédé à des professions libérales - avocats ou médecins - plus rémunératrices que celles de leurs parents. On en compte également un bon nombre dans de hautes fonctions administratives. La globalisation nous a montré à quel point la course à l'argent et à la réussite professionnelle cimenterait de jeunes nations. Il n'en va pas différemment à la modeste échelle réunionnaise.

A La Réunion, 53,6% seulement des femmes et 68% des hommes en âge de travailler ont un emploi. Les jeunes femmes aspirent plutôt à fonder une famille et les jeunes hommes n'ont pas toujours de qualification professionnelle. Seuls 13% des enfants du primaire seront étudiants, alors que la moyenne nationale s'élève à 30%. Sur l'île, la consommation d'alcool et de drogues douces (le **zamal**, appellation locale du cannabis) est un fléau ; de plus, les valeurs familiales traditionnelles n'incitent pas à se projeter vers des horizons nouveaux.

Il semble qu'il y ait, dans certains secteurs d'activité, une préférence régionale qui évince quelque peu les métropolitains ; on peut l'expliquer parfois par la nécessité de comprendre et de s'exprimer en créole, mais surtout par un

certain sentiment communautaire régional. Dans la fonction publique, les concours sont nationaux, mais les Réunionnais bénéficient de points supplémentaires pour les mutations, qui leur donnent une priorité pour revenir travailler « au pays ». La sur-rémunération accordée aux fonctionnaires bénéficie à 70% de Réunionnais et à 30% de *zoreils*.

HABITER, COHABITER

Seuls 12% du territoire réunionnais sont disponibles pour l'occupation humaine. Bien que ces 300km² soient déjà bien urbanisés, la densité de l'habitat en ville est pourtant peu élevée. L'habitat est encore trop souvent insalubre, surtout dans les zones rurales. Vivre au sud et à l'est coûte moins cher qu'au nord et à l'ouest de l'île, où sont implantées les entreprises et où se concentrent les richesses.

Vivre au cœur des villes est un luxe pour les nouveaux arrivants. Cependant, l'habitat y est très hétérogène, tout comme le niveau socio-culturel des habitants. En effet, les vieilles familles créoles possèdent souvent de grandes parcelles sur lesquelles chaque enfant, devenu majeur, bâtit sa case pour y vivre avec sa famille nouvellement constituée. Les parcelles sont donc de plus en plus morcelées, et les maisons peuvent être de simples cases en bois sous tôle ou de modestes villas.

Lorsqu'un terrain est vendu en ville, il sert à la construction d'une maison plus cossue, plus moderne que celles qui l'entourent. Habitée par des personnes aux revenus élevés, cette maison contribue à la mixité sociale urbaine. Il existe cependant des quartiers assez typés : les métropolitains se regroupent dans des secteurs balnéaires alors que les Créoles se retrouvent plutôt dans les hauteurs, où les terrains sont moins chers et où la température est plus fraîche. Les non-Tamouls évitent d'habiter aux abords des temples hindous, en raison de cérémonies fréquentes et bruyantes, qui commencent à l'aube et peuvent durer plusieurs jours.

Les Comoriens, souvent des Mahorais, s'installent depuis 1970 sur l'île ; sans travail, avec peu

ou pas de moyens financiers, ils occupent des bidonvilles où s'entasse leur communauté ; leur intégration dans la société réunionnaise est difficile, parce qu'ils gardent leur mode de vie et qu'ils ne maîtrisent ni le français, ni le créole.

CROIRE, PRIER

Quelle que soit leur religion, les Réunionnais sont très pratiquants.

Le sentiment religieux est très fort chez les catholiques : plus de 60% de la population de l'île serait baptisée. Les autorités catholiques réunionnaises ne profitent pas de leur prédominance, puisqu'elles ont instauré un dialogue religieux afin d'assurer la coexistence pacifique des différents cultes. Les églises sont très fréquentées, d'une part par les catholiques, d'autre part par les Tamouls qui pratiquent très souvent deux religions. Les prêtres ferment les yeux, dans la mesure où les rites païens ne sont pas pratiqués au grand jour.

Situées en centre-ville, les mosquées ont été financées par une caisse alimentée par une somme forfaitaire prélevée sur les bénéfices des commerçants coreligionnaires ; la première mosquée ayant existé dans un département français est celle de Saint-Denis, construite en 1905. L'appel à la prière, excepté le vendredi, n'y a lieu qu'une fois par jour, de façon à ne pas déranger le voisinage, alors que la mairie avait donné son accord pour cinq appels quotidiens. Les enfants musulmans, tous inscrits à l'école publique, vont quotidiennement à l'école coranique, le matin avant l'entrée en classe ou le soir après les cours.

Les musulmans locaux jouissent de la considération de l'ensemble de la population et l'islam radical ne trouve pas de terrain favorable à La Réunion. Les 140 imams que compte l'île sont tous réunionnais : ils transmettent le message de l'Islam dans leur langue, s'adressant à des musulmans qui, comme eux, sont des produits de l'École de la République. Les *karanes*, musulmans d'origine indo-pakistanaise chassés de Madagascar après 1972, sont en majorité chiites et pratiquent chez eux, en dehors de la mosquée.

Ayant pour objet l'établissement d'un dialogue inter-religieux régulier entre les responsables des différentes religions de l'île, dont le judaïsme et le bouddhisme, une association **Loi 1901** a vu le jour. Elle témoigne de la grande tolérance des Réunionnais à l'égard des diverses confessions qui composent leur paysage religieux.

Les mariages mixtes sont fréquents, mais surtout entre zoreils et créoles et entre catholiques et Tamouls. Chez les hindous, le choix des époux est libre, contrairement à ce qui se passe en Inde où prédominent encore les mariages arrangés.

SORTIR, FÊTER

Les Réunionnais ont une tradition dominicale : le pique-nique. Famille et amis se retrouvent autour de tables dressées pour l'occasion sur la plage ou dans les kiosques prévus à cet effet dans les « Hauts », ensemble des sites non-littoraux. Les musulmans peuvent trouver sur l'île quelques points de vente certifiés **halal**, en grande surface, dans des boulangeries et dans une unique boucherie. Dans les cantines scolaires, les menus proposés aux enfants dépendent de leur appartenance religieuse, puisque les parents précisent, à l'inscription, les aliments non consommés par leur enfant.

En dehors de ces sorties familiales, les sorties culturelles ne concernent que la partie la plus instruite de la population : les **zoreils** et les Créoles qui ont vécu hors de la Réunion. Seuls les spectacles de musiques réunionnaises, **maloya** et **sega**, attirent les foules populaires.

CÔTE À CÔTE PLUTÔT QU'ENSEMBLE

La multiplicité des peuples sur la terre réunionnaise n'empêche pas une cohabitation pacifique, mais c'est bien de cohabitation seulement qu'il faut parler ; en effet, si chacun respecte l'autre, les cultures ne se mélangent pas. Les enfants eux-mêmes, tout à fait inconsciemment, se regroupent très souvent par communautés

dans les cours de récréation. Chacun tient à sa culture, ne se préoccupant pas de celle des autres.

Le fait que la population soit pratiquante, au lieu de créer une domination d'une religion sur une autre, permet au contraire respect et tolérance. Chacun met un point d'honneur à ne poser ni sa culture, ni sa foi en facteur de division. Si la communauté comorienne, à laquelle appartiennent les Mahorais - de nationalité française, rappelons-le - est la moins bien intégrée, ce n'est pas à cause de sa religion, pratiquée par des Réunionnais, mais parce qu'elle paraît une charge et non un atout économique aux yeux des autochtones ; c'est aussi une immigration récente, qui n'a pas encore eu le temps de se fondre dans la multiplicité ethnique de l'île.

Les grandes fortunes réunionnaises appartiennent à des familles originaires de l'île, zarabes, indiennes ou chinoises : c'est certainement la raison pour laquelle les métropolitains ne sont pas montrés du doigt et stigmatisés comme ils peuvent l'être aux Antilles.

Certes, les Réunionnais donnent au monde un exemple de respect culturel, ethnique et culturel mais la taille de l'île, les conditions de son peuplement, sa multiplicité ethnique vieille de 300 ans, sa population d'à peine 800 000 habitants, semblent être les éléments qui expliquent et permettent cet équilibre. La Réunion montre que la République laïque peut abriter la diversité, la maintenir et la conjuguer mais s'agit-il à proprement parler de laïcité ? La spécificité réunionnaise n'est-elle pas d'accepter cette société pluri-religieuse ? La Réunion ne serait-elle pas le seul département français dans lequel les responsables religieux insistent sur les notions de respect des autres et sur la discrétion dans la pratique des cultes ?

Perrine MARTIN

Enseignante

« Perrine Martin » est un pseudonyme

Léon GARIBALDI

IL EST TEMPS DE RÉINVENTER LA POLICE DE PROXIMITÉ

Le « **vouloir vivre ensemble** » dépend étroitement non seulement de l'état de la sécurité mais également de la nature de la politique conduite dans ce domaine. Or, une volonté de rupture est ostensiblement affichée depuis 2002 dans le domaine de la sécurité publique et cette nouvelle politique montre aujourd'hui ses limites. Les résultats promis ne sont pas au rendez-vous. Le « **vouloir vivre ensemble** » a régressé.

Certes, le bilan officiel de la période 2002-2011 affiche une baisse de la délinquance générale de l'ordre de 14%. Cependant, les chiffres publiés doivent être interprétés avec précaution. La diminution des délits sur les biens résulte surtout des progrès technologiques permettant une meilleure protection passive. Plus généralement, la pression exercée sur les services autour d'objectifs chiffrés a conduit à la « **politique du chiffre** ».

Toutefois, même lesdits chiffres peinent à cacher une situation dégradée. Ainsi la délinquance la plus grave - les violences aux personnes - a-t-elle progressé de plus de 30% de 2002 à 2011. Notre pays connaît un niveau inégalé de violences urbaines, de plus en plus de quartiers deviennent des zones de non droit. Le nombre de véhicules incendiés, excellent indicateur de la violence urbaine, avoisine aujourd'hui 50 000 par an environ, contre 30 000 en 2002. De plus, les modalités d'action des forces de police sont souvent discutées. Des chercheurs vont jusqu'à

avancer l'idée que, loin de la réduire, elles induiraient l'escalade de la violence.

Comment et pourquoi en est-on arrivé là ? Que faire afin que la police contribue efficacement au « **vouloir vivre ensemble** » ?

L'année 2002 a marqué le passage brutal d'une conception naissante de la sécurité identifiée à la police de proximité, à une conception radicalement opposée caractérisée par la police d'intervention. L'avenir devrait consister en une réinvention, sur des bases nouvelles, de cette police de proximité.

LA POLICE DE PROXIMITÉ, UNE CULTURE DE LA SÉCURITÉ FAVORISANT LE « **VOULOIR VIVRE ENSEMBLE** »

La police de proximité constitue un concept novateur, adapté à une véritable recherche du « **vouloir vivre ensemble** » autant dans son objectif, assurer la sécurité, que dans ses modalités, en harmonie avec lui. Elle est apparue dans les pays occidentaux dans le cadre d'une recherche d'adaptation des modes d'action de la police face à la forte montée de la violence et de la délinquance quotidiennes depuis le début des années 50 (multiplication par plus de dix de la délinquance générale).

Elle se trouvait déjà en germe dans le rapport Bonnemaison de 1982 sur le partenariat local en

matière de prévention de la délinquance mais c'est seulement en 1997, lors des assises de Villepinte, sous le gouvernement de Lionel Jospin, que la police de proximité, enfin conceptualisée, devint un projet politique central définissant une nouvelle politique de sécurité qui opérait une véritable « révolution culturelle ». La police ne sert pas qu'à faire respecter la loi, elle doit également assurer la sécurité des citoyens ! Cet apparent paradoxe est la source de profondes incompréhensions quant au rôle de la police. Pourtant, la tradition juridique française distingue bien la police judiciaire, chargée de la répression des crimes et délits, de la police administrative, chargée de les prévenir, c'est-à-dire d'« assurer » la sécurité.

Ainsi le policier, en véritable « gardien de la paix », doit-il être au contact de la population, pour anticiper les risques par le renseignement de terrain, dissuader, intervenir avec discernement et manifester une certaine capacité d'initiative et de négociation afin d'éviter que les situations ne s'enveniment. C'est toute l'image du métier de policier qui est en jeu et son rapport à la population. Son autorité relève autant du respect qu'il inspire que de la crainte qu'il suscite. Cette image, ce type d'autorité sont en totale harmonie avec les exigences de la police d'un Etat républicain.

Pour autant, le policier de proximité est polyvalent, sa fonction articule prévention et dissuasion mais aussi répression. Par la connaissance fine du terrain que permet la police de proximité, la répression nécessaire pourra être mieux anticipée, ciblée, proportionnée et acceptée. L'absence de renseignement de terrain est toujours la source d'un recours inadéquat à la force publique. La police de proximité suppose un encadrement de bon niveau : le policier de base doit être expérimenté et maîtriser toute la palette des compétences nécessaires. Les mêmes agents travaillent sur les mêmes secteurs, sans « turn-over » excessif.

Le policier de proximité est donc tout sauf un robot ou un « bisounours » ! La police de proximité est, par nature, fortement consommatrice d'effectifs et de formation. Elle repose davantage sur l'humain que sur la technologie. Elle exprime ainsi une culture de la sécurité fort différente de celle en vigueur actuellement.

LA « CULTURE DU RÉSULTAT » OU LES LIMITES DE LA POLICE D'INTERVENTION

La politique de sécurité actuelle s'appuie sur une doctrine apparemment cohérente et qui s'accommode très bien du manque de moyens humains.

La doctrine nouvelle se décline en quatre éléments :

- La culture du résultat, consistant à mobiliser les services sur des objectifs chiffrés, déclinables à tous les niveaux hiérarchiques. Les résultats sont évalués dans le cadre d'entretiens périodiques, mal vécus par les intéressés, avec les préfets et les chefs de service. Les « bons » policiers sont récompensés. Il s'agit d'une transposition mécanique de méthodes de management privé (aujourd'hui dépassées).

- Une police d'intervention s'appuyant sur des services très spécialisés : priorité accordée à la réactivité (action/réaction), à la répression (interpellations/gardes à vue/défèrements à la Justice). Il s'agit d'une doctrine de projection de forces, sur le modèle militaire : opérations musclées, multiplication des contrôles d'identité, utilisation abusive du seul ressort de la crainte. Ce type de police, dans les cas non appropriés, conduit souvent à envenimer les situations et à entraîner une escalade de la violence. De surcroît, en dehors d'opérations ponctuelles, le terrain est totalement abandonné aux délinquants.

- Un recours intensif aux technologies modernes (vidéosurveillance, police technique et scientifique) censées pallier la faiblesse des effectifs ainsi que leur absence sur le terrain et réduire les investigations humaines.

- La concentration des moyens, qui, comme on le voit après la fusion RG/DST, dans la création de la police d'agglomération expérimentée aujourd'hui dans le Grand Paris, à Lille et à Lyon, vise à « optimiser les moyens », ou, selon le point de vue, à compenser la faiblesse de ceux-ci par le rendement d'échelle, la mutualisation des services et leur spécialisation.

Cette nouvelle politique de sécurité est arrivée à point nommé pour légitimer les coupes claires exigées dans les effectifs de fonctionnaires dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). La réduction des effectifs,

délibérément recherchée dans le cadre de la « réforme de l'Etat », est censée être largement compensée par la concentration organisationnelle et le recours à la technologie. En outre, l'Etat peut toujours régler la question des effectifs en opérant un transfert sur les municipalités, ce qu'il favorise en pratique mais dans le cadre d'une politique mal assumée.

C'est ainsi que, globalement, le ratio par habitant des effectifs de police aura chuté d'environ 6% de 2002 à 2008. Entre 2008 et 2012, plus de 10 000 emplois auront encore disparu. Le nombre des agents de sécurité publique, théoriquement en charge de la police de proximité, a été réduit. La Direction Centrale de la Sécurité Publique (**DCSP**) a dû redéployer les policiers de quartier vers ses propres services spécialisés.

En définitive, cette politique de sécurité quotidienne est fondée sur des postulats réducteurs. Elle s'est avérée inefficace, comme le démontre le niveau élevé des violences et l'importance de l'économie souterraine. Devant ce constat d'échec, un timide retour à la police de proximité a été tenté fin 2008 au travers de la création d'une trentaine d'« unités territoriales de quartier », rapidement rebaptisées « brigades spéciales de terrain ». De nombreux observateurs et des élus de tous les bords politiques se montrent aujourd'hui favorables à un certain retour à une police de quartier.

POUR UNE POLICE DE PROXIMITÉ RÉINVENTÉE

Si un retour à la culture de sécurité de la police de proximité s'avère aujourd'hui nécessaire, il est clair que celle-ci est à réinventer sur de nouvelles bases et devra prendre en compte les évolutions intervenues au cours des dernières années, notamment en ce qui concerne le développement des polices municipales.

La montée en puissance de ces dernières en a fait des acteurs incontournables. Des maires de tout bord, et c'est bien compréhensible compte tenu de leur désarroi face aux multiples aspects de la délinquance, sont tentés de pallier le désengagement de la police nationale sur le terrain par le recours à la police municipale. Les prérogatives des polices municipales ont été

accrues (loi Chevènement, LOPPSI 2...). Leurs effectifs se sont développés au cours de ces dernières années pour s'élever à près de 20 000 agents représentant près de 10% des effectifs de police et de gendarmerie (les 2/3 sont armés). Des progrès considérables ont été réalisés dans leur organisation : niveau de recrutement, encadrement, formation et entraînement. Là où elles sont implantées et correctement organisées et où existe un bon partenariat avec la police nationale, les polices municipales concourent indiscutablement à la police de proximité.

Cela étant, les polices municipales sont inégalement réparties sur le territoire national et elles coûtent cher. Les communes les plus démunies, souvent celles qui connaissent le plus de délinquance, n'en sont généralement pas pourvues. En outre, sur les territoires les plus difficiles, la police municipale paraît moins indiquée que la police de proximité d'Etat. Pour traiter ces zones, les effectifs de la Direction de la sécurité publique sont donc à renforcer : c'est le service en charge de la sécurité quotidienne, celle qui préoccupe le plus la population.

Il s'agit de remettre en place, de manière sélective, la police de proximité, dans des quartiers bien ciblés. Dans les quartiers les plus difficiles, compte tenu de la dégradation de la situation, seule la police de proximité d'Etat, bien articulée avec les services spécialisés de la police nationale (**CRS, Police aux frontières, Police judiciaire, Direction centrale du renseignement intérieur**) peut reprendre progressivement aux délinquants, puissamment installés dans l'économie souterraine, le terrain perdu en matière de « vouloir vivre ensemble ». En effet, c'est progressivement et parallèlement à un nécessaire travail en profondeur où les services spécialisés ont un rôle évident à jouer, que, dans ces quartiers, les policiers pourront rétablir le lien naturel avec la population et redevenir véritablement des « gardiens de la paix ».

La sécurité doit être considérée comme une prérogative régalienne de l'Etat car elle se trouve au cœur du pacte républicain. Ainsi revient-il à l'Etat de garantir l'égalité de traitement des citoyens, comme des territoires, devant la sécurité. Et cette égalité de traitement peut

parfaitement être obtenue en prenant en compte la problématique des polices municipales. Par ailleurs, le renouveau de la police de proximité ne prendra tout son sens qu'avec celui des autres services publics et du secteur associatif.

Certes, le rétablissement de la sécurité dans les quartiers difficiles est probablement un moyen de lutter contre leur ghettoïsation et de rétablir des relations humaines apaisées mais cela passe également, autant que par la police de proximité, par l'emploi des jeunes et la remise en marche de l'« ascenseur social », par la présence et le dynamisme du tissu associatif (y compris les associations sportives, qui peuvent jouer un grand rôle d'intégration), des tra-

vailleurs et médiateurs sociaux, des gardiens d'immeubles, des collectifs de quartier, etc. Les maires des communes concernées doivent donc être associés très étroitement à la mise en place du dispositif ainsi qu'à son suivi et son évaluation, mais en complément de l'Etat et non en se substituant à lui.

Car, on ne saurait confier à la seule police, fût-ce une police de proximité qui peut cependant y contribuer largement, le soin de rétablir le lien social, donc le « vouloir vivre ensemble ».

Léon GARIBALDI
Fonctionnaire

« Léon Garibaldi » est un pseudonyme



Le CNLRQ (Comité National de Liaison des Régies de Quartier) regroupe 140 Régies de Quartier et de Territoire sur l'ensemble du territoire national. Ces Régies salarient presque 8000 personnes chaque année, et mobilisent 2500 bénévoles dont plusieurs centaines d'élus locaux et de représentants des logeurs sociaux.

Une Régie regroupe collectivités locales, logeurs sociaux et habitants du ou des quartiers qui composent son territoire. Ensemble, ils interviennent sur la gestion urbaine de cet espace géographique et social sur lequel se fonde son action. Ils sont représentés au Conseil d'administration, par collègues respectifs. C'est ensemble, grâce à une mise en tension positive, que les acteurs concourent à la réussite du projet.

Sa mission technique : maintenir, entretenir, embellir et veiller sur son territoire d'intervention, se traduit par une activité économique qui favorise l'insertion sociale et professionnelle d'habitants en difficulté et l'émergence de nouveaux services.

Les prestations techniques des Régies sont le support d'une démarche de médiation et de sensibilisation qui poursuit auprès des habitants et des acteurs locaux une mission sociale : améliorer les relations humaines, inventer des modes de gestion urbaine partagée, et surtout, construire, en suscitant l'implication et la responsabilisation des habitants, une citoyenneté active sur le territoire de la Régie.

Les Régies interviennent principalement sur des territoires dits « sensibles » (Zones urbaines sensibles, Zones franches urbaines...). Depuis quelques années, à la demande de plusieurs collectivités territoriales, le projet Régie de Quartier se décline en milieu rural : les Régies de Territoire.

Pour la mise en œuvre concrète de leurs actions, les Régies développent donc des activités du secteur marchand qui constituent l'essentiel de leur chiffre d'affaires (activités de gestion urbaine contractées avec leurs partenaires que sont les collectivités et les bailleurs sociaux, sous-traitance avec des entreprises du bassin, intervention auprès des particuliers...), des activités relevant du secteur de l'utilité sociale (atelier coiffure, cuisine, restaurant associatif, garage associatif, atelier mobilité...) qui sont conçues comme autant d'espaces de dialogue et de convivialité concourant à recréer et retisser des liens sociaux et des activités de médiation diurne et nocturne (adulte relais, correspondant de nuit, écrivain public...).

CNLRQ, 54 avenue Philippe Auguste, 75011 Paris – 01 48 05 67 58
<http://www.regiedequartier.org> – accueil@cnlrq.org

Pascal PEREZ

TOUS CONNECTÉS, TOUS OBSERVÉS, TOUS SURVEILLÉS ?

En 1861, dans un roman de futurologie « **Paris au XX^e siècle** », Jules Verne avait anticipé qu'une communication entre l'Amérique et l'Europe nécessiterait moins d'une seconde. La fibre optique, inventée en 1955, réalisa cette prouesse. En effet, une question sur un serveur aux USA requiert 0,2 seconde. Orwell a écrit « **1984** » dans lequel il annonçait une société où chaque individu est épié par des caméras de surveillance et par son prochain. Jeremy Bentham et Michel Foucault conceptualisent au XIX^e et au XX^e siècle une société du contrôle autant physique que mental. La mauvaise nouvelle est que nous sommes entrés dans le pire scénario orwellien ou foucauldien. Depuis deux décennies, l'histoire occidentale, orientée depuis deux millénaires vers l'émergence et l'accomplissement de l'individu par sa liberté, se trouve menacée d'une mise à l'arrêt. Sans recours à la force.

RIEN N'EST PLUS CHER QU'UN REPAS GRATUIT

Au XX^e siècle déjà, on a vu le communisme et les avancées du marketing essayer d'anticiper les besoins et d'orienter les désirs des masses. Avec autant d'enthousiasme que de naïveté, 500 millions d'individus se livrent à **Facebook**, deux milliards cliquent chaque jour sur Internet, quatre milliards utilisent un téléphone portable. La gra-

tuité de la musique et des vidéos, du courrier et de l'information attirent les foules : Ulysse et son équipage, eux au moins, avaient été mis en garde par Circé et s'étaient donné les moyens de résister au chant des Sirènes ! Comme le dit le proverbe, « **rien n'est plus cher qu'un repas gratuit** ». Contre ces menus services, ce qui se perd est la reconnaissance politique de l'individu, juridiquement constatée par l'**Habeas corpus** au Royaume-Uni et par les Lumières au XVIII^e siècle. Elle se trouve vidée de son sens et, avec elle, le secret des correspondances, l'inviolabilité du domicile, la protection de la création, la liberté d'expression.

L'INDIVIDU TRANSPARENT

L'usage du téléphone et d'Internet, la multiplication des objets communicants rendent chaque individu transparent à des logiciels conçus selon des visées commerciales, financières, sécuritaires, administratives et politiques. Une nouvelle économie émerge, fondée sur l'exploitation des données informatiques personnelles. Cette économie alimente d'abord les agences de renseignement des Etats. Le prétexte commode est de retrouver Ben Laden et les membres de son réseau, ce qui légitime une traque qui ne finit jamais tant que le dernier terroriste n'a pas été identifié et reconnu comme le dernier.

L'ALGORITHME INFORMATEUR OU LE FANTASME DE LA STASI

L'analyse des données personnelles est la nouvelle activité de ciblage marketing et de contrôle politique et social. Elle est nécessaire à toutes les activités privées et publiques pour mieux connaître et anticiper les désirs ou les besoins. Avant-hier, le pouvoir politique surveillait la société à l'aide de réseaux d'informateurs. Puis les sondages ont permis d'adapter l'outil à la taille grandissante de la population. Aujourd'hui, de plus en plus de robots logiciels analysent par de savants algorithmes les comportements et en déduisent des informations de grande valeur à l'échelle individuelle et collective. Les planificateurs soviétiques ont dû rêver de tels outils ! Le vol de données numériques de santé serait plus rémunérateur que le détournement des données bancaires ou du courrier. Pour un assureur, un banquier, pour tout vendeur, en savoir plus sur un client est essentiel pour mieux évaluer le risque d'un crédit.

L'exploitation des communications électroniques personnelles donne un savoir exorbitant, dont l'usage est incontrôlé. Les programmes des spéculateurs les plus rapides, qui opèrent en quelques microsecondes dès qu'ils ont une information, faussent le marché. Comme en 2008, la régulation viendra après la prochaine crise. Surtout, l'internaute ne connaît rien des personnes, des sociétés, des outils, de l'utilité, de l'usage et de la rentabilité de la captation de ses données personnelles. L'Occident numérique utilise des outils universels de surveillance qui font penser à la *Stasi*, de funeste mémoire.

LE RÊVE D'UNE INFO SANS JOURNALISTES NI JOURNAUX

Les gouvernements mettent en place des outils de blocage de sites Internet. En France, dans le cadre de la lutte contre la pédopornographie, la police peut faire bloquer ces sites illégaux. Le gouvernement a refusé tout contrôle a posteriori judiciaire ou parlementaire des sites bloqués, ce qui laisse présager des blocages de sites politiques comme ce fut le cas avec les « écoutes

de l'Elysée ». Sur demande de l'autorité de régulation des jeux en ligne, le juge peut demander aux fournisseurs d'accès Internet le blocage des sites qui ne respectent pas la loi française. Ces dispositions légales sont peu liberticides par comparaison avec celles prises par des gouvernements totalitaires qui exercent un contrôle policier sur Internet, bloquant des mots-clés, des expressions et déclenchant des persécutions à partir du contrôle individuel des communications électroniques. Mais ne nous y trompons pas : dans les pays démocratiques, la technologie du contrôle n'est pas dans l'interdit mais dans l'art de la manipulation. Ainsi, l'accès à l'actualité gratuite sur Internet a miné le financement du journalisme. Les pages « info » de Google, de Yahoo procèdent d'un *marketing mix* visant à équilibrer distraction et tension. A qui profite une actualité faite sans journaliste ? Aux pouvoirs abusifs, notamment économiques.

NE PAS DÉSESPÉRER SILICON VALLEY

Bienvenue dans un monde où vous ne savez pas ce qui est su de vous, notamment des prédictions de votre assureur sur votre santé future et où l'investigation journalistique est devenue exceptionnelle. Bienvenue dans un monde où des algorithmes détectent vos changements d'habitude et les transforment en propositions commerciales. Le marché a créé quelques *big brothers privés* supranationaux et des milliers de « *little brothers* » locaux. Les gouvernements démocratiques sont intellectuellement dépassés par cette orgie de technologies de surveillance et s'efforcent plus de vous connaître que de rehausser la protection des libertés. Que dit Obama à de jeunes écoliers en 2010 ? « *Ne mettez pas vos données personnelles sur Internet* ». Si le danger de la disparition de l'intimité est réel, une seule recommandation orale du Président américain est-elle à la mesure du problème posé ? Mais Obama peut-il aller plus loin dans la mise en garde sans fragiliser la *Silicon Valley* ? Ce n'est pas l'industrie de l'Internet qui suscitera un débat sur la vie privée et sa valorisation et sur les accords avec les agences de renseignements !

TOUS LES HUIS CLOS SONT LEVÉS

Pourtant, tout avait bien commencé. La gouvernance d'Internet, dominée par des universitaires américains, a veillé à ce que l'adresse IP ne soit pas nominative. La structure du protocole de communication de l'Internet en fait un système ouvert. D'où les incroyables innovations (courrier électronique, musique, **Wikipedia**, **Ebay**, **Amazon**, **Skype...**) qui en découlent, notamment la diffusion de la connaissance. Les communications électroniques sont horizontales. Elles finissent de saper les modèles pyramidaux déjà menacés (militaires, religieux, économiques, administratifs, audiovisuels) fondés sur l'obéissance, l'asymétrie de l'information voire l'ignorance des masses et leur domination par une élite savante. L'Internet sonnait la revanche, contre la rente de **Microsoft**, des informaticiens partageurs du logiciel libre, ouvrait la voie à la connaissance libre par la collaboration collective avec **Wikipedia**. Le **smartphone** personnel en salle de classe, les sms entre collégiens après l'extinction des feux, savent aussi la définition du rôle traditionnel des enseignants et des parents et font exploser les huis clos de l'école et de la famille.

PLUS JAMAIS SEUL(E)

Les communications électroniques ont ouvert une nouvelle ère de la communication individuelle. Elle est simple, peu chère, de plus en plus imagée, libre, permanente et surtout personnelle. Jamais dans l'histoire humaine, l'individu n'a communiqué autant non pas pour d'autres (Dieu, la patrie, l'entreprise, la famille) mais pour lui-même et avec ceux qu'il choisit librement. Formidable **YouTube**, sympathiques réseaux d'amis, forums spécialisés, on n'est plus jamais seul avec une question, une peine de cœur, une machine en panne, un bobo inexplicable et une création à exposer. Souvenons-nous qu'avant 1998, il y a 14 ans, le téléphone fixe, facturé à la distance et à la durée, était utilisé en moyenne 15 minutes par mois.

Une étrange compétition s'est ouverte entre les outils de contrôle des masses et la faculté de l'individu et de l'opinion publique de faire ce qui leur plaît (des jeux, des communications entre

amis, des créations digitales). Après tout, la vie est de plus en plus longue, le taux d'emploi est faible (40%), les communications électroniques sont un formidable débouché au temps libre.

APPRENDRE ? POUR QUOI FAIRE ?

D'aucuns s'inquiètent. Pourquoi apprendre, quand la mémoire digitale de tout sur tout est partout. Pourquoi apprendre à analyser quand il suffit de concourir à l'opinion mondiale qui s'exprime à chaque instant ? A quoi servent la dialectique et l'éloquence - a fortiori, l'orthographe et la grammaire - quand l'essentiel des échanges consiste en messages imagés dont l'écran est l'intermédiaire ? On ne communique pas de la même façon les yeux sur l'écran que les yeux dans les yeux. L'autorité avait laissé sa place au leadership. Le leadership se désincarne. Peut-il demain être celui d'un mix homme-machine ?

QUE RESTE-T-IL DE L'AVENTURE HUMAINE ?

Comme souvent, les enjeux économiques vont peser lourd dans l'aventure humaine et déterminer son progrès ou non. Comment une économie peut-elle vivre de ou avec des milliards d'internautes interconnectés en permanence ? Les communications électroniques jouent un rôle de « destruction créatrice » dans l'économie, dans la société et pour les Etats.

Les activités menées sans communication électronique deviennent marginales. Même les activités artisanales, commerciales, de BTP ou de santé sont connectées. Un phénomène mondial est engagé qui bouleverse le monde du travail et l'économie. Les activités professionnelles sont de plus en plus standardisées. Sur Internet, il est aisé de suivre les temps passés à réaliser un travail ou à évaluer une valeur ajoutée. Le marché du travail sur Internet devient mondial. Une radiographie passée dans une pharmacie de l'Indre (ce sera bientôt le cas, faute de médecins et de radiologues) peut être analysée par un expert indien. Les salaires vont donc s'égaliser car les communications électroniques créent un marché de plusieurs milliards de travailleurs connectés et en concurrence.

UN COMBAT D'AUTREFOIS

Aujourd'hui, plusieurs sociétés mettent en relation des travailleurs indépendants et des employeurs et les délocalisations sont l'affaire de grandes entreprises. Demain, on risque d'avoir un grand marché du travail mondial d'individus que les Etats essaieront sans succès d'entraver pour conserver les activités, les rentrées fiscales et les cotisations sociales. Il en résulte que les communications électroniques joueront un rôle central dans les migrations économiques. Dès lors que le marché du travail sur Internet est mondial, les emplois se localisent là où ils coûtent le moins cher. La fête de l'Internet est bientôt finie pour les actifs occidentaux. Le revers de la gratuité des chansons, c'est l'émigration des actifs vers les pays à fiscalité basse, à faible protection sociale. En Europe, c'est le Luxembourg, l'Irlande, l'Espagne, Malte, Prague... Dans le monde, ce sera Tanger, Tunis, Gibraltar, ou en Asie, dans toutes les métropoles qui auront pour stratégie de capter des actifs mobiles. Cette réalité devrait inspirer les programmes économiques de 2012.

LES OLIGARQUES DU VIRTUEL

Le scénario du pire se dessine ainsi : une foule connectée en permanence, une humanité dédiée à l'instant numérique exprimant chaque jour son humeur sous l'effet d'une actualité aussi prévisible que préfabriquée pour la maintenir en haleine. Une foule travaillant sur Internet dans un modèle social fait de mobilités individuelles vers d'éphémères paradis fiscaux pour les auto-entrepreneurs, de faible pouvoir de négociation, mais bénéficiant de contreparties gratifiantes à des collaborations gratuites. Ainsi se dessine une société sans leadership mais avec une oligarchie richissime, amoralisée et apolitique dont l'opulence provient de la connaissance des données individuelles. L'oligarchie est aussi celle issue des matières premières car une économie connectée consomme énormément d'énergie. Le virtuel est apparent. Des centaines de milliards d'euros sont nécessaires pour tisser des toiles d'araignée mondiales de fibre optique, des réseaux hertziens et satellitaires, pour construire des dizaines de millions de m² hébergeant les données numériques de l'activité humaine et des messages entre objets.

UN SCÉNARIO TROP BIEN ÉCRIT

Le réveil politique des peuples arabes montre que le pire (la pérennité des dictatures) n'est jamais sûr. Le scénario de la précarité et du creusement des inégalités dans le monde est trop écrit d'avance pour se réaliser. La révolte sociale et politique facilitée par Internet fera dérailler la globalisation. Dans la lignée de la rue arabe, quand les foules européennes, américaines et asiatiques exigeront-elles une meilleure régulation de l'économie, une accélération de l'agenda social, une morale et une idée du bonheur comme finalité du génie technologique humain ? Actuellement, les communications électroniques prolongent la société de consommation et amplifient les inégalités. Comment expliquer qu'une entreprise comme **Facebook**, de cinq ans d'âge, soit estimée entre 50 et 100 milliards de dollars si ce n'est par la valorisation inédite des données personnelles de ses 500 millions d'utilisateurs ? Si l'on ajoute la valeur ajoutée des entreprises qui utilisent les données de **Facebook**, la création de valeur est bien supérieure. Au contraire, les communications électroniques pourraient être au cœur d'une nouvelle organisation de l'économie.

INTERNAUTES DE TOUS LES PAYS...

Comme le livre a diffusé le savoir, comme la presse a diffusé l'information, l'Internet peut associer chacun à la répartition des richesses, majoritairement créées par des machines et par des logiciels. Les conventions qui régissent l'économie peuvent être remises en cause. Dans le passé, l'on a abrogé la convertibilité des billets en circulation et des lingots dormant à la Banque centrale. On peut aujourd'hui déconnecter le revenu distribué du travail fourni, la liquidité de l'épargne investie et sa rémunération. On peut lever le secret des rémunérations et créer des monnaies numériques, partiellement convertibles, fondées sur la confiance d'émetteurs décentralisés. Mais une secousse sociale globale sera sans doute nécessaire pour transférer les pouvoirs économiques et technologiques actuels à des nouvelles entités représentant... les travailleurs internautes unis de tous les pays. L'enjeu est de reprendre le cours du progrès humain en créant de nouvelles garanties sociales (santé, revenu, logement) et une

démocratie plus collaborative que représentative. Ainsi, la morale économique et la protection des libertés individuelles sur Internet sont-elles les conditions de l'accomplissement individuel et collectif.

HISTOIRE, HOMME, ETAT : DÉVALUATION GÉNÉRALE

La société du contrôle qui nous prend dans sa toile résulte d'un marché de dupes, l'échange de la liberté contre des services ludiques fallacieusement gratuits. La société du contrôle dévalorise l'Histoire, l'Homme et les Etats. Pourtant, il est indéniable que l'humanité dispose d'outils nouveaux pour que chaque individu puisse s'accomplir pour lui-même. La globalisation numérique provoque un choc culturel, social et

accentue la précarité. Les outils numériques augmentent aussi la lucidité collective. On assiste à un nouveau pouvoir des foules. Celui de se lever contre une économie sans morale, contre des institutions politiques archaïques et défailtantes.

Bien vivre ensemble, c'est vivre en paix, en liberté, avec des espérances, dans une société fraternelle, prospère, solidaire et durable. Bien vivre ensemble, c'est donner à chaque individu la capacité d'accomplir ses devoirs et d'exercer ses droits. Les technologies doivent rester un atout de l'émancipation, du libre arbitre, elles ne doivent pas constituer la cage d'une aliénation nouvelle.

Pascal PEREZ

Directeur de Formules économiques locales

Après-
demain

BON DE COMMANDE

Commandez en ligne sur www.fondation-seligmann.org (rubrique Après-demain) :
vous pouvez vous abonner, acheter des numéros et télécharger les articles parus depuis 2007.

Commandez par courrier

Règlement à adresser à : **Après-demain – BP 458-07 – 75327 Paris Cedex 07**
Accompagnez votre bon de commande d'un mandat administratif ou d'un chèque.
Vous recevrez une facture sous huitaine.

- Abonnement annuel* : - Ordinaire : 34 € ;
- Etudiants, syndicalistes et groupés (5 et plus) : 26 €
- Encouragement : 54 €
- Etranger : 51 €
- Prix du numéro* : 9 €, étranger : 11 €
- Collections reliées* des numéros par année avant 2007 : 34 €, des années 2007-2008 et 2009-2010 : 60 €

Ma commande :

Mes coordonnées :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Adresse e-mail :

Contactez-nous : fondation-seligmann@orange.fr

* Remise libraire : 10 % - TVA non applicable (Art. 293 B du CGI)

Anaïs BRÉAUD

FRANÇAIS URBAINS, SUBURBAINS, RURAUX : RESTE-T-IL UN TRAIT D'UNION ?

Au début des années soixante, l'exode rural n'avait pas encore effacé des campagnes la tradition paysanne, mais les enfants d'agriculteurs accédaient, en accéléré, par l'école gratuite, à un autre monde, celui des villes et de la croissance économique. La protection sociale universelle, acquise de l'après-guerre, faisait progressivement sortir de la pauvreté les ruraux âgés, à la suite des retraités ouvriers des villes. Les banlieues étaient encore constituées de bourgs aux identités marquées : dans celles, ouvrières, où se trouvaient les terrains les plus abordables, la puissance publique construisait à marche forcée des grands ensembles HLM, modernes, pour accueillir toute une classe moyenne en panne de logements, les rapatriés d'Algérie et les familles de travailleurs immigrés, jusque-là les plus mal logées, dans des bidonvilles, des coronas ou des cités de transit insalubres.

LES SIGNES ANCIENS DE L'APPARTENANCE

Quels traits d'union entre ces trois mondes, urbain, rural et suburbain ? Les citoyens étaient souvent reliés par leurs histoires familiales à des racines inscrites dans le paysage français. Les traditions s'antraient, selon les cas, dans la diversité du creuset français : bourgeoisie de commerce ou d'industrie, paysannerie, catholique ou teintée de protestantisme et de

radicalisme, mouvement ouvrier de certaines villes et banlieues à mémoire révolutionnaire, et déjà, pour partie, immigrée d'Italie, de Pologne ou d'Espagne. L'Eglise, le militantisme politique et syndical, selon les cas, forgeaient des appartenances. L'optimisme de la reconstruction, le progrès économique et social, surtout, qui garantissaient aux enfants des perspectives meilleures que celles auxquelles leurs parents avaient été voués, donnaient confiance dans le cadre commun que constituait la France des Trente glorieuses. L'enseignement, le service militaire, le vote et même le Tour de France, scandaient une appartenance commune, relayée par transistors et télévisions.

Des éléments de rupture étaient déjà sous-jacents : fin du colonialisme, mouvement générationnel, « crise » économique à partir des années 70 (fin du salariat à vie, accélération des mutations dans l'industrie et le tertiaire), hausse des inégalités.

DU SÉPARATISME SOCIAL AUX NOUVEAUX GHETTOS

Aujourd'hui : le séparatisme social paraît dominer, fragmenter durablement la société française. Eric Maurin le décrit dans **Le Ghetto français**¹ : le désir de rester entre soi touche tous les milieux sociaux : classes populaires, classes

moyennes, mais d'abord les catégories socio-professionnelles favorisées. Les plus aisés peuvent développer des stratégies résidentielles et scolaires élaborées pour éviter d'avoir à vivre dans les mêmes lieux que les plus pauvres et les immigrés.

A l'autre extrémité, les logiques de peuplement du logement social expliquent la concentration des habitants les plus défavorisés. Dans les années 70 et 80, la ville de Paris, par exemple, organise, via ses filiales HLM, la constitution de certains des plus grands quartiers HLM de la banlieue parisienne, quand sont vidés les îlots insalubres de la capitale pour reloger leurs habitants au-delà du périphérique. Le regroupement sur la base des origines géographiques (Afrique noire, Afrique du Nord) est courant à l'époque. Ensuite, le départ des classes moyennes des grands quartiers d'habitat social, la montée du chômage et la paupérisation des familles qui y sont logées, entraîneront progressivement la constitution de ce que Luc Bronner, après d'autres, nomme de véritables ghettos².

Les procédures d'attribution de logements HLM, sous la responsabilité de chaque bailleur, alimentent en continu cette spirale à la baisse : dans les endroits où l'urbanisme, mal conçu, s'est dégradé, n'acceptent de s'installer que ceux qui n'ont pas le choix, les plus pauvres. Les HLM plus « haut de gamme » se préservent, via des loyers ou des charges sensiblement plus élevés et des attributions strictes. Ainsi, la concentration des difficultés augmente-t-elle, segmentant encore davantage les villes et, en leur sein, les quartiers.

TROIS TRAITS COMMUNS

Le monde rural, quant à lui, connaît le dépeuplement : les agriculteurs en activité y sont très minoritaires, les personnes âgées souffrent du recul des services publics. A tel point qu'un parallèle est parfois dressé entre la situation des banlieues populaires et celle des zones rurales en déshérence : les élus de certaines régions (Nord-Pas de Calais, Picardie par exemple) sont d'ailleurs attentifs à ce que les politiques menées en faveur des zones urbaines soient accompagnées d'un effort de rattrapage envers

les confins ruraux, dont les populations connaissent des difficultés de même ordre, mais où les petites municipalités ont encore moins de moyens pour y remédier.

Avec la fin des mouvements de mobilisation collectifs, la baisse d'influence des Eglises, le recul des adhésions partisans ou syndicales, l'abandon de l'éducation populaire, quels points communs, aujourd'hui en France, dans ces territoires, au-delà des différences de situations socio-professionnelles, de revenus, de générations, d'histoires familiales et d'origines ?

Vu de l'étranger, quelques traits communs marquants caractérisent les Français, retenus comme significatifs :

- Un taux élevé d'activité professionnelle des femmes,
- L'attachement aux services publics collectifs,
- Une tradition de contestation politique.

DES FEMMES PLUS ACTIVES ET PLUS PRÉSENTES QU'AILLEURS

Le taux élevé³ d'activité des femmes est caractéristique de la France, et s'accompagne d'une natalité soutenue. C'est bien cette causalité qu'il faut retenir : la possibilité de conjuguer activité professionnelle et maternité est favorable au maintien d'un nombre élevé de naissances. A cet égard, vu de l'étranger, qu'il s'agisse de l'Allemagne, des Etats-Unis ou même du Royaume-Uni, la France apparaît en pointe. Le droit du travail comporte des congés maternité longs, une protection contre le licenciement des femmes enceintes, depuis 2001 un congé de paternité. Surtout, l'accueil en collectivité des jeunes enfants s'inscrit dans un maillage serré sur l'ensemble du territoire. Les municipalités subventionnent largement les crèches, la scolarité des enfants de trois ans est systématique. Le travail des mères d'enfants en bas âge, en somme, n'est pas mal considéré, contrairement aux traditions d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Australie, qui n'ont pas beaucoup évolué de ce point de vue.

Certes, des mouvements de recul peuvent être constatés : dans quelques milieux privilégiés des villes, le taux d'activité des mères de famille

progresses peu, contrastant avec la génération précédente, quand l'accès au monde du travail de leurs propres mères, dans les années 60-70, était apparu comme un progrès. Dans les banlieues défavorisées, on observe aussi (cf. les rapports de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles, **ONZUS**) un certain recul du taux d'activité des femmes, sous la pression de la détérioration du marché de l'emploi, trop dissuasif, ou encore avec le retour à une forme de traditionalisme. En milieu rural, enfin, la raréfaction des services publics n'est pas favorable au travail des femmes. Inversement, le cycle vicieux est rapide : quand, dans un village, la crèche ferme, et pire ensuite, la dernière classe d'école, plus aucune famille ne peut venir s'installer et inverser la tendance, irrémédiable.

UN ATTACHEMENT ANCIEN ET PROFOND AUX SERVICES PUBLICS

L'activité professionnelle des femmes, premier trait commun aux zones urbaines, périurbaines et rurales ici repérées, est donc liée au deuxième thème : l'importance des services publics collectifs en France et l'attachement des habitants à leur maintien. Qu'il s'agisse de l'enfance, de l'enseignement en général, de la santé, des transports en commun, des infrastructures (on pense aux routes, à une tradition qui remonte à Vauban et perdure avec les réseaux technologiques de l'information) : la France jouit - encore - d'un haut niveau d'investissement, majoritairement public, permettant un service rendu au plus grand nombre, gratuitement ou à un prix abordable. En voyageant, dans les pays anglosaxons notamment, on s'en rend compte aisément. Même pour des sujets aussi quotidiens que le ramassage des ordures ou l'éclairage public, nos choix dénotent un fort attachement à un niveau élevé de service collectif.

Là encore, le système entier semble vaciller sur ses bases : jusqu'où privatisera-t-on la santé, quand est renvoyée vers les mutuelles une part croissante des remboursements des soins, et que la tarification à l'acte favorise, de fait, les cliniques privées au détriment de l'hôpital public ? Quel sens peut avoir la notion d'égalité devant le service public, dans des écoles rurales tellement

isolées (celles du documentaire *Etre et Avoir* de Nicolas Philibert, en 2002) qu'elles ne peuvent plus porter l'espoir de rattraper le sort commun d'une génération, comme il y a cinquante ans ? Ou, pire, dans les banlieues les plus défavorisées, quand l'écrasante majorité des élèves d'un établissement (celui du film *Entre les murs*, de Laurent Cantet, d'après le roman de François Bégaudeau, en 2008) vient de familles d'origine étrangère, pauvres, précarisées par trente années de chômage de masse, et subissant les discriminations à l'emploi et au logement dénoncées par le **BIT** (Bureau International du Travail) et la **Halde** ?

PROTESTATIONS ET CONFLITS : LA FAIBLESSE DES CORPS INTERMÉDIAIRES

Dernier trait commun : la protestation publique, l'expression (parfois violente) de la contestation, par la grève et dans la rue. Par faiblesse de corps intermédiaires et carence de la négociation, à l'inverse de la social-démocratie du nord de l'Europe, la revendication s'exprime souvent en France par le conflit. Rien de plus dangereux pour les forces de l'ordre, parfois, que les manifestations de paysans ou de marins-pêcheurs, longtemps plus redoutées que les manifestations étudiantes. Les émeutes de novembre 2005 dans les banlieues populaires ont été analysées comme l'expression d'une revendication d'appartenance au reste de la société : refus des discriminations et désir de participer au mode de vie du reste du pays. Ainsi qu'un besoin de reconnaissance. A l'inverse, aucun été n'a été aussi calme dans les banlieues populaires, du point de vue des forces de l'ordre, que celui qui a suivi la victoire de l'équipe de France de football, colorée, de 1998 : les jeunes d'alors se sentaient pour une fois, si fiers d'être Français !

Au-delà de la commune capacité de protestation, la représentation se diversifie : le monde rural est encore bien représenté politiquement, voir surreprésenté. Via les conseillers généraux et le Sénat, la France des campagnes a un solide accès à l'arène publique. En banlieue défavorisée, le constat est inverse : les immigrés n'ont pas le droit de vote, leurs enfants s'abstiennent

en forte proportion. Les élus locaux, logiquement, ne relaient guère leurs revendications. Et les appareils partisans, ou syndicaux, ne leur font pas une place suffisante (aucun maire issu de la diversité dans les 40 communes de Seine-Saint-Denis). Ainsi, aucun débouché politique ne porte les revendications des plus de cinq millions d'habitants des quartiers défavorisés !

LA « VILLE » ? QUELLE VILLE ?

Que droite et gauche aient semblé soutenir, depuis vingt ans, dans ces quartiers, une même politique (dite « de la ville », alors qu'elle ne concerne que les banlieues populaires), qui aurait échoué - a-t-elle jamais été menée ? - ne permet guère d'encourager une baisse de l'absentéisme. La responsabilité de cet échec tiendrait-elle à une origine « culturelle » des habitants ? La question risque d'être posée, dans cette année électorale trouble. Or, pour parler des zones populaires, il ne faudrait pas oublier celles d'entre elles qui, justement, abritent *a contrario* très peu d'habitants d'origine étrangère. Elles permettent de neutraliser les prétentions à des explications « culturalistes » de la pauvreté et de l'échec des politiques qui sont censées être menées. Dans les quartiers d'habitat social défavorisé de certaines régions, où peu d'habitants sont d'origine immigrée, la jeunesse a également participé aux émeutes de novembre 2005, s'identifiant complètement aux revendications de sa génération et s'éprouvant comme également discriminée. Les « fusils à patate » utilisés par des jeunes d'origine très française décrits par les gendarmes du Nord-Pas-de-Calais valaient autant que les cocktails Molotov vus ailleurs.

CES « PRÉCAIRES » QUI NE VEULENT PAS LE SAVOIR

Quand aux adultes, si bien décrits par Florence Aubenas dans *Le Quai de Ouistreham*⁴, le plus frappant semble le retour aux temps anciens, d'avant le mouvement ouvrier : quand aucune conscience de classe ne semble plus tenir lieu de fierté commune. Broyés par les horaires absurdes des métiers de nettoyage de

sous-traitants parcellisés, certains collègues de travail de l'auteure pensent et disent s'en sortir en « **travaillant plus, car ils sont des battants** ». Ils sont très fiers qu'elle ait parlé d'eux dans un livre, d'être devenus pour une fois visibles, dans ce monde ultra-médiatique, mais ne supportent pas qu'elle emploie à leur égard le terme de « **précaires** », qu'ils vivent comme une insulte : ils ne se considèrent pas comme précaires, ils se veulent normaux, des Français comme les autres, sincèrement persuadés que la survie et l'absence d'espoir qu'ils endurent est le lot commun. Loin de tout mouvement revendicatif, qu'ils semblent laisser aux autres, aux nantis munis d'un CDI, comme les ex-salariées de Moulinex.

QUI VA REDONNER ENVIE DE VOTER ?

Quel socle commun, dans ces conditions ? Le sujet est éminemment politique, au meilleur sens du terme : de vrais choix sont posés, celui de l'existence même de services publics, la question de l'égalité des citoyens dans l'accès à des services de qualité, et celle de la représentation politique. La participation des habitants, thème développé en politique de la ville il y a longtemps, n'a pas connu la progression qu'on attendait d'elle. La politique en direction des banlieues populaires a stagné, ces dernières années, et avec elle la conviction de l'importance d'une véritable appropriation locale de leur destin par les habitants, dans l'opinion en général et dans celle des élus en particulier. Reconnaître le droit de vote des étrangers aux élections locales ferait certes avancer les choses, mais on pourrait aussi croire à la possibilité de redonner envie de voter à tous ceux qui s'abstiennent ou ne sont même pas inscrits sur les listes électorales.

PAS D'AUMÔNE

Beaucoup plus fondamentalement l'« **empowerment** », acquisition de pouvoir par la base, devrait servir de levier pour toute perspective d'amélioration, politique avant d'être sociale, du sort des plus pauvres et des précaires. Comme le décrit Jacques Donzelot⁵, le monde anglo-saxon, par tradition « communautaire » - au bon sens du terme - sait reconnaître l'importance de cette

dimension et se donne les moyens concrets de la promouvoir. Bien loin de se contenter de « donner la parole à la population », ce qui ne serait qu'une aumône démagogique, il s'agit de fédérer les énergies des habitants autour d'un projet mobilisateur, en rendant aux personnes elles-mêmes une part de responsabilité collective dans l'aboutissement du projet⁶. Cette approche est voisine de ce que promeuvent **ATD Quart Monde** et les Régies de quartier. Elle s'ancre dans l'essor réel du monde associatif en France. Elle correspond aussi aux attentes des jeunes générations, davantage tournées vers les autres et prêtes à s'engager, attentives à ce qui se passe ailleurs qu'en France.

En France, un projet qui se fonderait sur cette logique, de la base au sommet, depuis la démocratie au sein d'un parti politique jusqu'à la définition des politiques publiques au service du plus grand nombre, reste encore à construire. Pourtant, un parti qui en aurait le courage pourrait peut-être sortir de l'impasse, s'il décidait enfin de faire confiance aux énergies en mal d'emploi, à la base du parti comme dans le pays

tout entier, en fédérant dans une campagne participative les ruraux, les villes et les zones populaires.

Anaïs BRÉAUD

1. Eric Maurin, *Le Ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, Paris, La République des Idées / Le Seuil, 2004.

2. Luc Bronner, *La Loi du ghetto – Enquête dans les banlieues françaises*, Calmann-Lévy, 2010 (Cf. *Après-demain* N°16, automne 2010, page 47).

3. En France, l'écart entre taux d'emploi féminin et masculin est bien meilleur qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni, sans parler des Etats-Unis ou de l'Australie. En Espagne, au Japon, les femmes ne font plus d'enfant... En France, les femmes ont un taux d'emploi inférieur de 9 points à celui des hommes, soit un écart meilleur que celui prévalant en Allemagne, au Portugal et au Royaume-Uni. La France se place juste après les pays scandinaves et ex-communistes (Eurostat 2007, sur le site europa.eu, consulté le 13 juillet 2009). Encore faudrait-il souligner l'importance des temps partiels longs, en France, par exemple à 4/5^{ème} du temps, qui améliorent d'autant le taux d'emploi réel des femmes, par rapport à d'autres pays où les femmes actives sont davantage occupées à des temps partiels faibles (Royaume-Uni).

4. Editions de l'Olivier, 2010.

5. Jacques Donzelot (avec Catherine Mével et Anne Wyvekens) *Faire société - La politique de la ville aux États-Unis et en France*, Paris, Le Seuil, collection *La couleur des idées*, 2003.

6. Cet *empowerment* était le cœur du métier exercé dans la banlieue sud de Chicago au début des années 80 par le futur président des Etats-Unis, alors « *community organiser* » : Barack Obama, *Les Rêves de mon père*, Presses de la cité, 2008.



Appel à projet favorisant le « vivre ensemble », à Paris, dans l'Essonne et la Seine-Saint-Denis

La Fondation Seligmann, reconnue d'utilité publique en 2006, a été créée dans le respect de l'idéal laïque afin de combattre les sources du racisme et du communautarisme. Elle œuvre pour « le vivre ensemble » et promeut le rapprochement entre les citoyens et résidents étrangers de toutes origines rassemblés sur le sol français.

La Fondation encourage tous les processus d'insertion favorisant plus particulièrement l'apprentissage de la langue et comportant un volet culturel. Elle apporte une aide aux associations effectuant de l'accompagnement scolaire, luttant contre l'illettrisme et assurant l'alphabétisation et les cours de français langue étrangère pour jeunes et adultes et plus particulièrement pour les parents d'élèves.

La Fondation Seligmann intervient auprès d'associations ayant les mêmes objectifs, tant pour participer au financement d'un projet - à l'exception des rémunérations - que pour assurer des investissements permettant aux actions sélectionnées de se poursuivre sur plusieurs années.

Si vous souhaitez présenter un projet favorisant le « vivre ensemble », vous pouvez vous rendre sur le site de la Fondation Seligmann www.fondation-seligmann.org et, sous la rubrique « Actions », télécharger la fiche Action de mécénat.

Contact : fondation-seligmann@orange.fr

Michel CALMEJANE

VIVRE ENSEMBLE AU SIÈCLE DE FACEBOOK

(En hommage à Edouard Glissant, mort le 3 Février 2011)

Le monde contemporain a tenté plusieurs modèles depuis la Renaissance : issu de celle-ci, l'individualisme, au siècle des Lumières, le marxisme, aux XIX^e et XX^e siècles. Le XXI^e siècle ne se prépare-t-il pas à l'émergence, avec la société du calcul, d'une dialectique entre la primauté de l'individu et celle de l'intérêt général ?

GOOGLE MAP ET LE PRESSEUR À HUILE

Bloc contre bloc, vision contre vision, je souhaite pour ma part l'émergence de cette société de l'interprétation et de l'individu connecté, engagé et résistant. Très immodestement mais en phase avec cette vision, je commencerai par ce qui fait « mon » sens. Je viens génétiquement de Molières, micro-village du Lot dont les coordonnées *Google Map* sont ..., où le vivre ensemble se construisait autour du presseur à huile de noix et où le chemin de fer, sans générer l'exode rural, l'accéléra. Mon moi culturel s'est forgé à l'ombre de l'engagement politique de mon père et des barricades que me faisait construire mon oncle dans le salon familial.

Je suis un chef d'entreprise, qui déploie des infrastructures numériques, accélérant à leur tour les tendances, pour qui l'échelon du village est la métropole européenne. Mais je suis avant tout issu d'un cercle-clan dont l'acte fondateur fut posé par un paysan donnant ce qu'il avait de

plus cher, sa terre, pour que fût construite l'école communale et pour que l'accès à la connaissance fût offert à ses enfants, en résistance à l'école catholique. A sa manière, il souhaitait opposer son interprétation du monde à la vision transcendante de la religion et, quatre générations avant Bill Gates, il anticipait l'économie de la contribution. La mémoire de son geste contribue encore à souder ce collectif familial, et me rappelle toujours, dans mes actes professionnels, ce discours de Jaurès auquel il aurait certainement souscrit :

« Ce qu'il faut sauvegarder, ce qui est le bien inestimable conquis par l'Homme à travers tous les préjugés, toutes les souffrances et tous les combats, c'est cette idée qu'il n'y a pas de vérité sacrée, c'est-à-dire interdite à la pleine investigation de l'homme, c'est cette idée que ce qu'il y a de plus grand dans le monde, c'est la liberté souveraine de l'esprit ; cette idée que, dans l'univers, l'humanité est une grande commission d'enquête dont aucune intervention gouvernementale, aucune intrigue céleste ou terrestre ne doit jamais fausser ou restreindre les opérations, cette idée que toute idée qui ne vient pas de nous est un mensonge ; que jusque dans les adhésions que nous donnons, notre sens critique doit toujours rester en éveil et qu'une révolte secrète doit se mêler à toutes nos affirmations et à toutes nos pensées. »
Jean Jaurès, 1895, *Discours à la Chambre des Députés.*

ENRICHIR GOLDMAN SACHS OU RENVERSER BEN ALI ?

« *Agis de telle sorte que tu traites l'humanité comme une fin et non comme un moyen* » - Kant, 1785. 226 ans après, la banque **Goldman Sachs** valorise **Facebook** à 50 Milliards de dollars, sur la base d'une monétisation à venir de l'audience, mais surtout de l'hypothétique connaissance fine, aux travers d'algorithmes complexes, du comportement de chacun des membres de cette communauté riche de 500 millions de membres. Le 3 Janvier 2011, pour la première fois de l'humanité, la prévisibilité du comportement d'un individu fut valorisée à 100 \$ US.

13 jours plus tard, ce même réseau devint le vecteur privilégié de diffusion du virus de la démocratie en Tunisie, et participa à un effondrement politique que personne n'aurait pu prédire quelques semaines plus tôt. Pour anticiper cette révolution, gageons que M. Ben Ali aurait volontiers payé de ses deniers 100 \$ par internaute tunisien. Les laboratoires d'universités prestigieuses travaillent déjà sur le sujet ; le temps est proche où une des rubriques les plus consultée du Web 4.0 sera celle des « prévisions météo sociales » du Web, mais n'en déplaise aux chantres de la rupture, nous sommes loin d'assister à une révolution, comme le furent successivement les révolutions copernicienne et darwinienne.

CHRONOS, KAIROS : LA TORTUE GAGNE ENCORE

De nombreux travaux de sociologues et ethnologues tendent à démontrer la permanence de la structure sociale du « cercle » dans la formation des relations. Trois ans avant la création de **Facebook**, une étude du **CERS** évaluait à 30,3% le poids de la famille dans la construction des relations sociales, et à un total de 59,3% celui des « cercles », en y ajoutant le poids (29%) des organisations connexes (école, université, travail, associations). Les travaux postérieurs de Stefana Broadbent semblent confirmer la prévalence de ce modèle à l'intérieur même de **Facebook** et des nouveaux outils technologiques, tendent vers un « rien de nouveau sous

le soleil » si ce n'est une évolution technologique d'outils de diffusion de l'information. Deux transformations majeures sont cependant à l'œuvre qui impactent déjà à court terme les fondements des sociétés contemporaines.

L'accélération des processus interactifs de l'individu vers le groupe et inversement (ce que les mêmes chercheurs nomment « **encastrement et découplages** ») induisent un rapport inédit au temps, et pourrait favoriser cette fois-ci l'individu-Lièvre, en le renforçant en apparence en tant que terme de ces relations exponentielles. Et pourtant : considérant que le vivre ensemble contemporain se construit plus sur la synchronisation des comportements individuels que sur les sommes individuelles, les nouvelles technologies, en formidables accélérateurs de tendances, renforcent le collectif. Il suffit d'examiner le surprenant exemple tunisien qui, à l'heure où ce texte sera publié, fera partie de l'Histoire et non plus de l'actualité : la diffusion de l'information au travers des nouveaux outils de communication du sacrifice d'un individu, catalysera un collectif vainqueur : *hic et nunc*, La Tortue gagne encore.

Concomitants à ce glissement de **Chronos** à **Kairos**, l'autonomisation des supports artificiels de la mémoire, **Ipod**, **Ipad** et autres blogs, les nouveaux **hypomnemata** de la société numérique et le surgissement d'objets communicants en tant que points de connections (termes) dans cet océan de relations, introduisent au banquet de Platon une altérité non-humaine. Il est fort probable que cette deuxième transformation aura plus de répercussions dans notre structuration mentale hellénistique et naturaliste que la disparition du temps sujet.

BASCULEMENT ONTOLOGIQUE

En introduisant une disparité d'essence entre entités connectées (humain/non-humain), et une multiplicité de relations instantanées entre ces entités-termes, ancrées dans un temps présent et permanent, les nouvelles capacités technologiques créent les conditions de réémergence d'une vision analogiste de la société, où tout est dans tout et où l'individu équivaut au collectif.

Réémergence car, comme le souligne brillamment Philippe Descola, ce schème de pensée, loin d'être une révolution, constituait le schème structurant de la Renaissance et fut le logiciel de base des cultures indienne, japonaise et chinoise. L'individu est immergé dans un chaos relationnel, submergé de différences et lui-même unique. Son seul espoir de compréhension est de tisser au sein de ce magma informationnel un réseau de ressemblances entre toutes ces « unités ». Si un tel schéma de pensée est un cauchemar pour l'individu, le collectif n'aura eu d'autre choix pour exister que de cimenter ces différences au travers de structures rigides (castes, hiérarchies, classes et autres fonctions) effaçant ainsi la notion d'individu.

A l'inverse de cette vision, la pensée naturaliste, qui donna aux Occidentaux une puissance inégalée, n'en finit plus de s'effriter sous l'effet de la découverte et de la modélisation informatique de la multitude d'interactions au sein d'écosystèmes. Associée à ces puissants simulateurs, la prise en compte de la finitude de nos ressources et des « droits » de la nature contribue au vacillement de la croyance en la permanence de la matière et de la différence de l'essence, fondements de cette vision naturaliste.

LIBÉRATION OU CAPTATION

Faisant le pari que l'approche analogique l'emporte grâce aux nouvelles technologies (ou à cause d'elles), mais aussi à cause du retour dans l'hyper-monde, de l'Inde et de la Chine (ou grâce à l'arrivée de ces nouvelles puissances), la définition de l'enjeu paraît plus subtile qu'une dialectique individu-intérêt général. L'identité de l'interprète devient alors la vraie question, car au sein d'un océan d'informations, la mise en sens définira très rapidement la nouvelle structuration de l'intérêt général. Il ne s'agira plus de connaître, mais bien d'interpréter et, à ce titre, toute contribution individuelle participera à cette interprétation. Selon que le moteur de l'interprète sera l'explication ou le profit (financier, politique ou autre), la définition de l'intérêt général sera différente. En outre, au sein de telles sociétés analogiques, le « don », voire le sacrifice, en seront de puissants connecteurs.

Société de la Connaissance contre société de l'Interprétation, capitalisme cognitif contre économie de la contribution, « *Qui veut gagner des millions ?* » contre *Wikipedia*, libération de l'individu ou captation de son comportement, les nouvelles technologies accompagneront mais ne créeront pas la structuration de l'intérêt général, car celui-ci sera l'individu même. Il appartient donc aux nations de doter les individus des armes qu'elles jugeront adéquates à leur vision de l'intérêt général.

UNE TERRE REDEVENUE RONDE

La place de la France décroît dans le classement mondial de la maîtrise des mathématiques. Ce serait une bonne nouvelle, si la place des sciences sociales et autres humanités augmentait dans l'enseignement. Dans moins de dix ans, les salaires mondiaux seront identiques, les infrastructures de calcul virtualisées et, à fiscalité équivalente, les entreprises localiseront leurs sièges à l'endroit où les capacités d'interaction associées aux capacités intuitives de leurs managers seront les plus développées.

La plupart des grandes avancées technologiques et commerciales sont d'abord nées d'intuitions, rarement de résolutions d'équations mathématiques, même si elles furent nécessaires dans un deuxième temps. Après avoir été aplati par le capitalisme captateur, le monde sera redevenu tellement rond que les entreprises se verront dans l'obligation de cesser de verser un salaire en contrepartie d'un travail pour, à la place, rémunérer une contribution. Les religions auront pour leur part à résoudre l'équation entre fin de l'au-delà et immortalité de l'avatar numérique, tandis que les partis politiques traditionnels se fourvoieront dans la définition de nouvelles classes sociales. A moins que la société de la Connaissance ne l'emporte.

Nous verrons alors surgir des moteurs de recherche émotionnels, proposant LE produit personnalisé, dans un monde où le problème ne sera plus de trouver, mais de savoir ce que l'on cherche. Le sens du monde sera « ranké » par des algorithmes couplés à des capteurs et nous vivrons dans un monde où l'intérêt général sera défini, pour reprendre les termes de Michel

Serres par « *un groupe d'experts non-élus qui savent* » au service (?) d'« *un groupe de non-experts élus qui ne savent pas* ». Jusqu'à l'effondrement probable du capitalisme cognitif, la seule barrière étant l'individu, résistant au consommateur.

INDIVIDU SANS CERVEAU, CERVEAU SANS INDIVIDU

Le XXI^e siècle voit émerger une économie de la contribution, et une société de l'« interprétation », en résistance à l'économie de la connaissance et du capitalisme cognitif. Le potentiel d'émancipation lié aux nouvelles technologies est immense, ne serait-ce que dans la possibilité d'interaction avec l'altérité humaine ou non-humaine, mais ces mêmes technologies prennent les traits d'un *Janus bifrons*.

Les néo-libéraux ont compris les enjeux de cette nouvelle économie et après avoir exproprié les ouvriers de leurs usines, ils tentent maintenant d'exproprier l'individu de son cerveau, pour le louer au plus offrant, ou pour en prédire le comportement. Or, si les fondements du marxisme permettent théoriquement de lutter contre cette tentative de captation, il n'est pas certain qu'une structuration sans classe sociale convienne à son logiciel, ce nouvel élan des individus et non plus des peuples reste encore à fédérer au travers d'une nouvelle offre politique qui ne peut se résumer aux recettes de campagnes d'Obama sur Internet. Les timides tentatives de la société du « care », et de la démocratie participative, au-delà des remarques ironiques et à fort taux de testostérone de nos experts, vont dans le sens de cette redéfinition, mais le souffle épique est encore court, et le doute encore bien trop présent.

LA RÉVOLTE ET LE PARTAGE

Il y a cependant une certitude : les nouvelles technologies ne choisissent pas la société dont elles accélèrent l'émergence et il appartient aux politiques d'en définir les frontières. A l'indigence journalistique de la question : « *pensez-vous qu'Internet soit la nouvelle Agora ?* », Jacqueline de Romilly, évacuant élégamment l'affaire - « *dans une certaine mesure* » - répondait en ramenant le sujet au fond : l'invention, par une poignée de villageois athéniens, de l'idée de démocratie, qui excluait pourtant de tout débat les femmes, les esclaves et les étrangers ! La pratique précédait l'idée, et le lieu des débats eut probablement moins d'importance dans la structuration du groupe que l'évolution du rapport aux autres dans cette envie de débattre. Que nous dit le poète Edouard Glissant, mort trop jeune à l'âge de 82 ans ? L'hyper-monde naissant ne peut se construire ni sur la « *fausse clarté des modèles universels* », ni sur le refus de l'autre, mais dans la révolte et le partage. Les technologies ne feront qu'amplifier cette « *créolisation* » et après la génération Y du marketing des marques, la génération Z de la *Facebook attitude*, surgira la génération Alpha, où nous serons tous métis.

Notre excellent ministre de l'Economie numérique aurait grand tort de l'oublier, lui qui semble se soucier avant tout des lieux de stockage de l'altérité ainsi que du lieu d'hébergement des documents de *Wikileaks*.

Michel CALMEJANE

**Chef d'entreprise, Directeur général
de Colt Technology Services France**

Prochain numéro d'Après-Demain
QUELLE JUSTICE POUR LES MINEURS ?

à paraître en juillet 2011

Françoise SELIGMANN

« VIVRE ENSEMBLE », EN EUROPE

Dans le précédent numéro d'*Après-demain*, Elisabeth Guigou, ministre chargée des Affaires européennes (1990-93) et qui, à ce titre, participa à la rédaction, la négociation et à la mise en place du Traité de Maastricht, montrait clairement que la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité, principes constitutionnels français et fondements nécessaires de toute politique du « vivre ensemble », sont aussi des valeurs européennes.

L'Europe, soulignait-elle, ne met pas en danger les valeurs de la République. C'est la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 qui a inspiré la Charte européenne des droits fondamentaux : *« l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit »*.

JACQUES DELORS ÉTAIT LÀ

Le traité de Rome de 1957 évoquait *« les sauvegardes de la paix et de la liberté »*. Douze ans après la capitulation nazie et au lendemain de l'écrasement de Budapest par les troupes soviétiques, ce n'était pas anodin. Dans l'Acte unique de 1986 - Jacques Delors était là - les états se déclaraient *« décidés à promouvoir ensemble la démocratie en se fondant sur les droits fondamentaux »*. Le traité de Maastricht en 1992 et le traité d'Amsterdam en 1997 rappelèrent le respect de principes tels que la démocratie, les

Droits de l'Homme et les libertés fondamentales, l'Etat de droit. Le traité de Lisbonne en fit des Tables de la Loi.

UNE DRAMATIQUE RUPTURE

Oubliant le désir d'Europe sociale de Jacques Delors, l'Union a pris une tournure résolument libérale, rompant l'équilibre originel entre marché commun et politiques communes ; les conséquences en sont dramatiques pour les plus faibles. On le voit aujourd'hui en Grèce, pour ne citer que cet exemple. Pour Jacques Delors, l'Union européenne était non seulement fondée sur l'Etat de droit comme le sont les Etats-Unis mais, également sur l'économie sociale de marché, sur l'idée qu'il n'y a pas de stabilité politique sans lois et règles garantissant un équilibre entre le Travail et le Capital, sans une constante négociation du Contrat social. Nulle part ailleurs qu'en Europe, cette idée n'est autant présente dans les lois fondamentales d'un Etat, et nulle part ailleurs, non plus, elle n'est autant enracinée dans l'Histoire puisque c'est en Europe que plus d'un siècle de luttes sociales ont modelé les échiquiers politiques, inventé l'Etat-providence et fait de la solidarité contre le chômage, la maladie, la vieillesse, un acquis que le reste du monde a toutes les raisons de nous envier.

En choisissant la déréglementation et la globalisation, l'Europe a importé le modèle du capitalisme financier américain. Un écart grandissant

se creuse entre les citoyens et une Union qui n'apporte pas de solutions aux problèmes quotidiens et qui, parfois même, paraît les aggraver. Elle manque d'une base populaire car elle défend mal les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des retraités, en particulier des femmes. Cela, alors même que la crise financière, économique, sociale (bientôt plus de 25 millions de demandeurs d'emploi), politique (montée des extrémismes) et morale (perte des valeurs) imposerait d'urgence une vision plus haute et plus large.

LA PAIX, COMME SI C'ÉTAIT NORMAL

Voici pourtant ce que je tenais à souligner, en 2005, à l'époque de ce fameux débat sur le Traité constitutionnel : *« dans ce projet, je ne trouve pas mon compte en matière d'Europe sociale, de défense des services publics, mais j'aurais bien voulu pouvoir en rêver une seule ligne, lorsque je me battais, dès 1940, contre l'occupation nazie. Déjà, lorsqu'en 1992, nous acceptions Maastricht, annonciateur d'un abandon partiel de cette souveraineté nationale pourtant essentielle à nos yeux, c'était parce qu'au-delà de tout calcul politique, pour tous ceux qui vécurent les horreurs d'une guerre aux millions de morts, aux millions de victimes à recenser en premier lieu parmi les plus faibles et les plus démunis, il y avait cette exigence suprême qui s'impose à nouveau aujourd'hui : en finir avec 1870, 1914, 1940, et offrir aux générations qui nous suivront, le droit et la certitude de vivre en paix ».*

Cela n'a peut-être pas l'air de grand-chose aux yeux de tous ceux qui sont nés après 1945, ou après les guerres coloniales, et encore moins pour ceux qui n'ont que vingt ans : vivre ensemble, dos à dos, ou côte à côte, dans l'indifférence peut-être mais en paix, n'est-ce pas normal, puisqu'il en a toujours été ainsi ? Or jamais cette partie de notre continent n'a connu une aussi longue période sans guerre ! Lorsqu'on entend un François Mitterrand en fin de deuxième septennat, à bout de forces, consacrer le peu

d'énergie qui lui reste, pour, à Strasbourg¹ défendre passionnément l'unité de l'Europe et condamner les nationalismes passés ou à venir, on ne doit pas oublier que cet homme a connu la guerre, la défaite, la captivité, l'occupation et que cette expérience l'a façonné à jamais.

SALUT PUBLIC

J'ai commencé par rappeler l'esprit de la récente contribution d'Elisabeth Guigou. Au sommaire de ce numéro d'*Après-demain* figurait aussi Jean-Pierre Chevènement que l'on sait critique, ô combien, à propos des institutions européennes et du gouvernement de l'Union. Il soulignait que *« La République et l'Europe se renforcent mutuellement, pourvu que les pouvoirs nationaux et européens ne perdent de vue ni les valeurs, ni le sens, ni les objectifs qui fondent leur existence ».*

Je souscris aussi à ce point de vue. La France porte depuis deux siècles l'idée républicaine. Celle-ci, première garante du vivre ensemble, est rudement mise à l'épreuve chez nous - par ceux-là mêmes qui devraient en être les premiers défenseurs - alors qu'elle est naturellement ouverte à l'universel. Les valeurs républicaines peuvent aider au redressement d'une Europe en voie de marginalisation à l'échelle mondiale et dont on vient de constater une fois encore la terne et lâche inconsistance en ce printemps des peuples arabes. Nous le savons : le monde qui vient sera plus difficile chaque jour pour nos vieux pays ; Jean-Pierre Chevènement nous invitait à inspirer cette Europe en panne en retrouvant l'énergie républicaine du **« salut public »**, cette énergie qui, à plusieurs reprises, dans notre histoire, nous a sauvés. Le **« salut public »** : n'est-ce pas aussi une façon de dire qu'il est temps d'enfin mieux vivre ensemble ?

Françoise SELIGMANN

1. http://www.dailymotion.com/video/xggwik_francois-mitterrand-a-strasbourg-en-1995_news

2. Alain Minc, *Un petit coin de paradis*, Grasset, 2011.

Exemple à suivre

Dans chaque numéro, nous vous proposons l'exemple d'une action collective qui a pour vocation de lutter contre le racisme et le communautarisme et d'apprendre à "vivre ensemble" dans la Cité laïque et républicaine.

A. D.

Anne-Laure JOLY

POUR UN AUTRE REGARD SUR LES MIGRANTS

Les conditions actuelles de l'accueil des migrants dans la société française sont alarmantes. Depuis quelques années, les lois sur l'immigration se sont succédées, toujours plus restrictives, plus stigmatisantes, plus électoralistes, se préoccupant davantage de la gestion des flux migratoires que de la qualité de l'accueil fait aux personnes migrantes. Créée en 1994 par des étudiants ayant pour objectif de « **lutter contre toutes les formes d'exclusion** », l'association **Autremonde** constatait alors la situation d'isolement des migrants dans les foyers de travailleurs, révélatrice d'une absence de volonté politique de les accueillir dignement.

NOUER LES LIENS, DÉLIER LES LANGUES, CHANGER DE REGARD

Au départ, les bénévoles d'**Autremonde** souhaitaient « juste » casser l'isolement des résidents des foyers de travailleurs migrants, ouvrir ces lieux de vie à de jeunes bénévoles qui n'en connaissaient pas les réalités. Pendant des années, en animant des ateliers socio-linguistiques, ces jeunes ont poussé la porte de cinq foyers

parisiens, leurs habitants les ont accueillis. Au-delà de l'apprentissage du français, l'enjeu était de tisser un lien, de se connaître.

De ce processus de re-connaissance, la confiance est née, déliant les langues sur les situations administratives des uns et des autres. **Autremonde** a enrichi sa mission d'origine. Notre association a choisi de répondre à l'un des besoins exprimés par ses destinataires et s'est mise à accompagner les personnes dans leurs démarches, dans leur volonté de déposer des dossiers de demande de régularisation. Dans un engagement plus politique, nous avons également choisi de soutenir les migrants dans une revendication fondamentale : celle d'être considérés comme des travailleurs à l'égal des autres, qui cotisent, qui paient des impôts et qui souhaitent voir leurs droits respectés, leurs droits d'hommes et de femmes ayant migré.

Avant d'espérer changer les lois, avant de contribuer à modifier le regard que la société pose sur les migrants, avant même de les aider à se tailler une place de citoyen à part entière, les jeunes fondateurs de l'association ont d'abord voulu, en intervenant dans quelques foyers parisiens,

prendre conscience de leurs propres représentations, changer leur relation aux migrants, comprendre la réalité complexe et en constante évolution des phénomènes migratoires.

LA VOLONTÉ D'ÊTRE AUTONOME

Aujourd'hui, les Ateliers Socio-Linguistiques (ASL) qu'animent les bénévoles, restent le terrain de notre engagement aux côtés des migrants. Bien plus qu'un cours de français, les ASL nourrissent une double dynamique : entrer dans les foyers et découvrir ; sortir des foyers et découvrir.

D'abord, il s'agit de permettre à une centaine de bénévoles par an de découvrir cette réalité en passant chaque semaine deux heures avec un groupe d'une dizaine de migrants. Observer et éprouver leurs conditions de vie, leur isolement mais aussi mesurer leur énergie, leur volonté d'être autonomes dans la société française, de maîtriser les codes de communication, la langue française, etc. Cette exploration des espaces sociaux culturels français se déroule également dans le cadre plus convivial de sorties culturelles, pour découvrir Paris, les éléments de la culture française, la vie culturelle et sportive francilienne, et même, un peu plus loin, la mer. L'association organise également des soirées, débats, films, qui sont autant d'occasions de sortir, de rencontrer d'autres personnes. A travers toutes ces activités, un lien de confiance fort se tisse avec les bénévoles et, à travers eux, avec l'association ; de là surgissent d'autres thèmes, d'autres tâches, d'autres buts.

MOBILISATION CITOYENNE

En s'adaptant aux demandes ponctuelles des migrants sur des questions de régularisation, de montage de dossiers, de recours, *Autremonde* a fini par structurer une permanence juridique, qui accompagne les personnes dans leurs démarches. Les bénévoles ont appris à se mobiliser, pour faire libérer un migrant en cas d'arrestation. Cette mobilisation ne relève pas d'une expertise mais d'une volonté de citoyen d'agir pour que la société respecte les personnes qui vivent sur son territoire. Chaque année, ils sont nombreux à suivre la formation aux droits des étrangers proposée par l'association, en lien

avec le **GISTI** (Groupement d'Information et de Soutien des Immigrés) ou la **CIMADE** (Association de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile). Les **ASL** offrent l'occasion d'informer les migrants sur leurs droits : accès à la santé, droit du travail.

NAISSANCE D'UNE CONSCIENCE

Autremonde s'est investie depuis plusieurs années dans les questions d'articulation entre le droit des étrangers et le droit du travail. D'abord au sein de l'**UCIJ** (« *Uni-e-s Contre l'Immigration Jetable* ») en créant un groupe de réflexion réunissant associations et syndicats, afin de diffuser des informations sur le droit du travail auprès des travailleurs sans papiers. Puis, en 2008, en soutenant le premier mouvement de grève des travailleurs sans papiers. Enfin, en s'investissant activement au sein des « 11 »¹, dans la grève ayant débuté en octobre 2009. L'association y a joué le rôle de lien qui reste son atout principal : lien entre associations et syndicats dans une grande, longue et commune mobilisation, lien entre militants « historiques » ou permanents d'associations et de syndicats et travailleurs en grève et en lutte. Nous avons été attentifs à ce que les délégués de piquets de grève, les grévistes en général, soient présents au cœur des discussions sur les orientations du mouvement, sur les décisions et, dans la mesure du possible, sur les négociations. Les bénévoles ont été eux-mêmes très présents sur les lieux d'occupation, comme témoins, comme citoyens solidaires. Peu à peu, devant la découverte de la précarité des migrants en situation irrégulière, une conscience politique de résistant est née et s'est renforcée chez tous les membres de l'association, qui n'étaient là, au départ, que pour « tisser du lien ».

DES « BÉNÉFICIAIRES » DEVENUS ACTEURS

A présent, cette résistance face à l'évolution préoccupante du cadre législatif, reste primordiale mais nous souhaitons aussi contribuer à un autre regard de la société sur le rôle que les migrants peuvent jouer dans l'espace public. Cette année, deux projets sont lancés dans ce sens : la valorisation du parcours de migration comme atout professionnel et celle de

l'engagement bénévole des migrants dans la vie associative ; en effet, les intervenants associatifs considèrent trop souvent les migrants uniquement comme les bénéficiaires de leurs actions alors que ceux-ci peuvent tout autant en devenir les acteurs.

Le premier projet, *Migrapass*, est à l'échelle européenne et s'inscrit dans le cadre du **Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie (UE – « Agence Leonardo »)**. Il devrait faire évoluer le regard des employeurs sur les travailleurs migrants : la migration est une expérience spécifique qui développe des compétences et des attitudes utiles sur le marché français de l'emploi. Quant au projet sur

l'engagement bénévole, il s'agit d'un projet francilien de lutte contre les discriminations, qui cible les migrants et migrantes engagés ou souhaitant l'être. Il a également pour objectif de sensibiliser les acteurs associatifs sur le développement de l'engagement bénévole des personnes migrantes, les associations devant être, selon nous, les premières ambassadrices d'une autre manière de considérer les migrants.

Anne-Laure JOLY
Déléguée générale de l'Association
Autremonde

1. Collectif comprenant les organisations suivantes : Autremonde, la CGT, la CFDT, la CIMADE, Droits devant, Femmes égalité, FSU, Ligue des Droits de l'Homme, Réseau éducation sans frontières, l'UNSA, l'Union syndicale solidaire.

ProChoix

La revue *ProChoix* est éditée par une association d'investigation, de réflexion et d'information réunissant des chercheurs, des journalistes et des citoyens dans le but de publier des analyses au service de la défense des libertés individuelles menacées par l'essentialisme, le racisme, l'intégrisme et toute idéologie totalitaire ou anti-choix.

ProChoix n°54, décembre 2010 :
Alliances extrêmes contre l'« Islamisation »

Prochoix est diffusé dans les librairies par Difpop

Pour vous abonner à la revue Prochoix, imprimez ce bon (muni d'un chèque à l'ordre de ProChoix)

à l'adresse suivante : ProChoix, 177 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

ABONNEMENT D'UN AN : 52€ pour les individus/es. Etranger : 74€

70€ pour les groupes et institutions. Etranger : 90€

100€ ou plus pour les abonnements de soutien

AU NUMERO : 4,60€ par numéro jusqu'au n°19, 14€ à partir du n°20

Pour l'Europe, ajoutez 2,40€ de port. Hors Europe : 5€

LES ACTIONS DE LA FONDATION SELIGMANN

La Fondation Seligmann soutient depuis 2007, à Paris et dans l'Essonne, dans des quartiers dits « Politique de la ville » et en Zones Urbaines Sensibles (ZUS) des initiatives locales destinées aux enfants, aux jeunes, aux femmes et à l'inter-génération : actions d'accompagnement scolaire, d'alphabétisation, de prévention, de renforcement du lien social et du « vivre ensemble », d'ouverture sur la culture, participant ainsi pleinement à l'insertion des étrangers dans la société. Ces aides s'inscrivent dans la durée, grâce à des investissements et des formations ainsi que des conventions triennales. En 2011, la Fondation Seligmann propose ses aides aux associations et aux établissements scolaires de la Seine-Saint-Denis poursuivant les mêmes objectifs du « vivre ensemble ».

L'OUVERTURE À LA CULTURE, VECTEUR D'ÉGALITÉ DES CHANCES

Dans le cadre d'une convention de partenariat culturel sur trois ans avec le **Musée du Louvre**, le **Réseau Ambition et Réussite (RAR)** des **Tarterêts**, à Corbeil-Essonnes, a entrepris, avec le **lycée Robert Doisneau**, une démarche ayant pour objectif de favoriser et de développer l'accès aux arts et à la culture pour le plus grand nombre d'élèves. Cette action d'ouverture culturelle inter-degrés concerne 4600 élèves de 3 à 22 ans, de la maternelle au BTS, soit 8 écoles, un collège et un lycée général, technologique et professionnel. Cette démarche associe les parents d'élèves : le samedi, l'on peut ainsi voir déambuler dans le Louvre un groupe de parents guidés par leurs enfants, avec l'enseignante coordinatrice du projet. Chaque semaine, deux classes ont une visite organisée, des ateliers d'écriture se déroulent tous les samedis après-midi, des travaux photographiques sont effectués avec les élèves, des expositions sont organisées dans les écoles et au collège. La Fondation Seligmann intervient pour l'achat de mallettes pédagogiques en art, la constitution de ressources documentaires pour les élèves et collégiens, l'achat de casques et micros pour les

visites, l'achat de supports pour les expositions et les transports parents-enfants sur les trois années du partenariat avec le Louvre.

L'ACCÈS À LA LANGUE, FACTEUR D'INSERTION

Avec la **CIMADE**, au Centre international de Massy, la Fondation Seligmann participe à des ateliers de **Français Langue Etrangère (FLE)** destinés aux adultes isolés ou aux familles ; réfugiés, demandeurs d'asile, présents sur le Centre mais aussi hébergés dans les foyers de travailleurs migrants ou les Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile (**CADA**). Ces ateliers doivent permettre à des personnes étrangères d'acquérir et de renforcer leur savoir-faire langagier de base. L'unique but est de développer l'autonomie personnelle, professionnelle, sociale et culturelle des apprenants pour mieux faire face à la recherche d'emploi, de logement et aux démarches administratives. Cette prise d'autonomie par une meilleure maîtrise de la langue, favorise et accélère les parcours d'intégration. En 2010, cette démarche a bénéficié à une moyenne de 35 apprenants (entre 18 et 50 ans), répartis sur 6 ateliers de **FLE**.

L'**association Autremonde** est engagée depuis plus de 15 ans dans un combat contre toutes

formes d'exclusion, en s'appuyant sur l'engagement bénévole et militant, principalement des jeunes. Par l'organisation d'ateliers sociolinguistiques, elle facilite l'insertion des migrants dans la société et dans la ville et s'investit à leurs côtés, pour que leurs démarches d'accès au droit aboutissent. La Fondation Seligmann permet l'achat de supports pédagogiques pour l'alphabétisation, les locations diverses ainsi que les sorties culturelles.

LA FORMATION DES BÉNÉVOLES À L'ACCÈS AU DROIT DES ÉTRANGERS

Avec le **GISTI - Groupe d'information et de soutien des immigrés** - la Fondation permet la mise en place d'un fonds pour la formation des bénévoles, militants et stagiaires associatifs œuvrant dans l'aide et l'assistance aux migrants sur trois ans. La création de ce fonds a permis au **GISTI** de proposer des formations juridiques pluri-thématiques en droit des étrangers aux petites structures, aux personnes faibles voire sans

ressources, favorisant aussi l'accès au droit d'un public à statut précaire, souvent démunis. Au cours des différentes sessions de 2010, 89 personnes ont ainsi pu bénéficier d'une formation à titre gratuit ou à tarif réduit. Ces bénéficiaires ont pu, soit acquérir, soit mettre à jour leurs connaissances en droit des étrangers et sont amenés à donner des conseils juridiques à titre gratuit au sein des permanences.

UN ACCUEIL DANS LE RESPECT

Permettant d'accompagner les migrants et les demandeurs d'asile dans un espace plus convivial, chaleureux et respectueux, la rénovation totale de l'Espace d'accueil de la **CIMADE d'Ile-de-France** a été accomplie en 2010 avec l'aide de la Fondation Seligmann. Les bénévoles peuvent ainsi exercer leur mission dans de bien meilleures conditions, en disposant des outils nécessaires : plus de 9500 personnes ont été accueillies en 2010 et les bénévoles d'Ile-de-France ont répondu à plus de 8300 sollicitations téléphoniques.





A LIRE

IL A DÉTRUIT LA POLICE DE PROXIMITÉ

Par **Jean-Pierre Havrin**, préface de Pierre Joxe - Editions Jean-Claude Gawsewitch

Le commissaire de police Jean-Pierre Havrin a été viré comme un malpropre de la police de Toulouse par Nicolas Sarkozy alors ministre de l'Intérieur. Il avait été chargé, en sa qualité de Directeur départemental de la Sécurité publique, d'installer la police de proximité dans le département de la Haute-Garonne. Tout se passait bien lorsque Nicolas Sarkozy l'a limogé et mis au « placard ».

La politique de Sarkozy, concernant la police, est faite d'effets d'annonces qui ne seront pas suivis d'effets, de promulgations de lois qui n'auront jamais de suite puisqu'il ne sera pas publié de décret d'application. Pour Chevènement, avec qui Jean-Pierre Havrin avait travaillé, la vision de la police est différente. Il s'interroge sur le but de la police : « **est-elle au service du pouvoir ou, au contraire, au service du citoyen ?** ». La réponse est claire et c'est bien elle qui fut à l'origine de l'« invention » de la police de proximité.

Depuis 2008, Jean-Pierre Havrin est adjoint au maire socialiste de Toulouse, Pierre Cohen, adjoint chargé de la prévention, de la sécurité et de la police municipale.

RACISME : MODE D'EMPLOI

Par **Rokhaya Diallo** - Editions Larousse

Rokhaya Diallo est française. Ses parents sont sénégalais et gambien. Elle a grandi dans les quartiers populaires du nord de Paris et de sa banlieue.

Enfant, elle ne savait pas réellement qu'elle était noire ; elle se voyait marron et les blancs, beige.

C'est à la fin de ses études et au début de son entrée dans la vie professionnelle qu'elle comprend qu'elle fait partie d'une minorité.

Toute personne qu'elle rencontre pour la première fois lui pose une de ces questions : de quel pays êtes-vous ? Ou encore : comment c'est, chez vous ? Sans savoir de quel « chez vous » il s'agit ; vous êtes belle pour une noire, etc. Il est vrai qu'elle est française presque par hasard, c'est en France qu'elle est née mais elle ne renie pas les origines de ses parents.

Que penser d'ailleurs des personnes qui ont des parents appartenant à deux races, tels Yannick Noah et Barack Obama ? A quelle race appartiennent-elles ? « **Le racisme n'est pas une réalité biologique mais une construction dont la vivacité n'est due qu'aux croyances répandues dans la société. Ce n'est pas le terme « race » qu'il faut supprimer, mais, en premier lieu, l'idée que le mot sous-tend** ».

« Racisme » : le mot fait trembler. Reconsidérer l'appréciation de ce terme est une condition indispensable à toute volonté de l'éradiquer. Le racisme, ce n'est ni le bien, ni le mal, c'est tout simplement une idée fautive.

Il faut remarquer d'ailleurs que, très souvent, les enfants n'ont aucun *a priori* raciste envers les autres enfants. Avec humour, l'auteur donne des exemples de questions posées, de réflexions plus ou moins désobligeantes, d'allusions lourdement insistantes aux différences. La France se pense blanche, bien qu'elle ait un passé colonial et esclavagiste. Aujourd'hui, la politique dresse le portrait du Français idéal, mais « **identité ne veut pas dire identique** ». Il y a autant de façons d'être français qu'il y a de Français. Si certains sont ici par hasard, d'autres le sont par choix. Ce que partagent les citoyens français, c'est un destin politique commun.

En réalité, dans ce livre, l'auteur raconte le racisme qui ne dit pas son nom, qui s'insinue dans le quotidien par le biais d'innocentes plaisanteries autour de la machine à café. Son ambition est de lutter avec l'arme de l'humour ordinaire ; Rokhaya Diallo explore certaines théories philosophiques pour les confronter à des questions essentielles : le racisme est-il tabou ? D'où vient-il ? A quoi et à qui sert-il ? La diversité est-elle « tendance » ? Comment sortir du racisme ? Sommes-nous tous racistes ? Une relecture originale d'une question plus que jamais d'actualité.

LES HARKIS – Histoire, mémoire et transmission

Sous la direction de **Fatima Besnaci-Lancou, Benoît Falaize et Gilles Manceron** - Les Editions de l'Atelier

Ce livre comprend trois parties : la première examine l'état des connaissances historiques sur le sujet. La deuxième et la troisième traitent respectivement de la gestion de la mémoire et de son traitement par l'Education nationale.

L'engagement des harkis, ces supplétifs enrôlés aux côtés de l'armée française pose quatre questions primordiales : à quel objectif répondait leur recrutement ? Comment peut-on expliquer cet engagement ? Dans quelle mesure peut-on dire que l'Etat français les a abandonnés ? Que sait-on de l'ampleur des massacres, à l'indépendance de l'Algérie ?

Cet ouvrage sera précieux pour les enseignants qui seront amenés à étudier la situation des harkis ou leur place dans les programmes scolaires, il tente de répondre aux questions posées.

CONTRÔLE D'IDENTITÉ – MODE D'EMPLOI – BURNOUT

Par **Alexandra Badea** - Editions l'Arche

Le titre de ce livre rappelle les trois grands chapitres qui le composent.

Il s'agit essentiellement des difficultés rencontrées par un étranger auprès des administrations.

L'auteure, née en Roumanie, n'est pas une émigrée ; elle n'a pas été obligée de quitter son pays, elle travaille en France comme en Roumanie en qualité de metteur en scène avec la troupe qu'elle a suivie. Elle raconte (dans un langage plutôt cru) les exigences - il manque toujours un papier - les harcèlements, les réflexions désobligeantes et vexatoires, les allusions déplacées, les interrogatoires renouvelés, avec les mêmes questions répétitives, etc. etc.

Le dernier chapitre (pages 101 à 141) est consacré à l'évalué(e) et à l'évalué(e) ; l'auteure le conclut ainsi : « **je ne veux pas une vie plus facile pour ma famille ; je ne veux pas une école privée pour mes enfants ; je ne veux pas un appartement dans le 16^{ème} ; je ne veux pas une maison secondaire en Bretagne ; je ne veux pas offrir à mes enfants des vacances inoubliables ; je ne veux pas offrir à ma femme une bague Chopard ; je ne veux pas offrir à mes parents une bonne maison de retraite ; je ne veux pas une bonne mutuelle pour ma famille ; je ne veux pas une bonne ménagère ; je ne veux pas une bonne baby-sitter ; je ne veux pas une bonne voiture ; je ne veux pas une bonne vie ; je veux une bonne mort** ».



A LIRE

AMIROUCHE – Une vie, deux morts, un testament. Une histoire algérienne

Par Saïd Sadi - Editions l'Harmattan

Amirouche Aït Hamouda est né un 31 octobre, cette date devait plus tard marquer la veille du déclenchement d'une insurrection qui allait bouleverser son existence et celle du peuple algérien.

Dès son plus jeune âge, Amirouche comprend que l'existence est refus du fatalisme et qu'elle s'accomplit dans l'épreuve et le dépassement de soi, ce qui lui permet d'accomplir les missions les plus improbables avec un dévouement sans faille pour la collectivité.

A 22 ans, militant du Parti du Peuple Algérien (PPA), ses activités diverses le rapprochent des maquis où il s'engage. Chargé de l'organisation de la résistance en Haute Kabylie, il est reconnu dans sa zone comme chef intrépide, rigoureux, proche du peuple et en même temps respecté malgré son âge : il n'a que 28 ans.

Ses commandos mènent des opérations éclair déroutant l'état-major français qui appelle le secteur dont il a la responsabilité la « vallée pourrie ». Il est notamment chargé de l'organisation matérielle et logistique du congrès de la Soummam, qui prendra plus tard des résolutions importantes sous ses ordres.

« *Ce qui a fait le respect et la réputation d'Amirouche tient avant tout à la ferveur populaire qui l'a accompagné tout au long de son combat* ». A 33 ans, il avait une autorité et une expérience que beaucoup capitalisent au crépuscule de leur vie, mais son aura était à la fois sa force et sa faiblesse. C'était l'homme à abattre, pour le pouvoir politique français qui harcelait son commandement militaire, mais aussi par ce qu'il représentait déjà : il était devenu l'adversaire principal de ceux qui parlaient pouvoir et non libération.

Alors qu'il se rendait en Tunisie avec Si El Haoues, il fut pris dans une embuscade ; « *il se défendit longtemps au bas d'une falaise et fut tué à la grenade* ». A l'annonce de leur mort, ordre fut donné de procéder en secret à l'inhumation.

Pour Boumediene, Amirouche était aussi embarrassant mort que vivant. Il fut le principal responsable de sa deuxième mort. Il le fit déterrer en 1961. Plus de vingt ans après, le 24 décembre 1983, au cours d'un congrès, un vieux maquisard déclare : « *j'ai un secret, je suis de ceux qui ont déterré Amirouche et Haoues après d'indépendance. Je l'ai fait en présence du sous-préfet de Bou-Saâda et d'une brigade de gendarmerie habillée en civil* ». Les recherches permirent d'établir que les ossements avaient été déposés dans la cave de la gendarmerie nationale. C'est le jour de la ré-inhumation que Nordine, le fils d'Amirouche apprit que l'ordre de déterrer le corps avait été donné par Boumediene et que Chabou, alors secrétaire général de la Défense avait été chargé d'en informer la gendarmerie.

Ce livre est une réhabilitation d'un homme courageux. Sa vie est à la fois une leçon, un programme et un testament pour le peuple algérien.

LA CHINE EN DIX MOTS

Par Yu Hua - Editions Actes Sud

Quels sont ces dix mots ? **Peuple, Leader, Lecture, Ecriture, Lu Xun, Disparités, Révolution, Gens de peu, Faux, Embrouille** ; ils ont permis à l'auteur de scruter la Chine sous dix angles différents et de retrouver un demi-siècle d'histoire de ce pays, passé de l'hystérie politique de la Révolution culturelle à la frénésie productiviste et au libéralisme débridé de ces dernières années... Sous la férule du même parti unique.

Un chapitre est consacré à chaque mot et, dans chaque chapitre, Yu Hua, tout en rappelant son histoire (son enfance, ses années de formation personnelle, son parcours - celui d'un écrivain dont l'œuvre s'est nourrie des paradoxes et des drames de la Chine) fait alterner le passé - fanatisme, répression morale, tragédie analogue au Moyen Âge européen et le présent - subversion de la morale, légèreté, pessimisme, mais aussi ère de tous les possibles. Il décrit quatre décennies des transformations qui, en Europe, auront pris quatre siècles.

L'auteur espère que ce récit traversant le temps et l'espace, où il a voulu faire entrer le discours intarissable de la Chine d'aujourd'hui, aura su fondre en un tout, l'analyse rationnelle, l'expérience sensible, les histoires personnelles et qu'il ouvrira un chemin lisible au milieu des bouleversements de la Chine d'aujourd'hui et du chaos de sa société.

LE TRANSIT DES CORPS

Par Philippe Lévy - Editions Balland

Philippe Lévy est professeur de médecine. Il dirige un pôle de recherche et de soins dans un grand hôpital de la région parisienne.

Ce livre raconte comment vivent les hommes et les femmes cachés derrière les murs de briques rouges de l'hôpital ; d'un côté les soignés et leurs familles qui entrent dans l'extraordinaire, l'inattendu, l'insupportable ; de l'autre côté, au même moment, les soignants, le personnel administratif, mais aussi les pompiers, les plombiers, les employés des pompes funèbres, les marchands de journaux, les cafetiers, les cuisiniers, etc.

Les récits vivants et vécus de chaque jour à l'hôpital, parfois de minute en minute, des moments difficiles des soignés mais aussi des soignants, témoignent des qualités de conteur de l'auteur. Saluons ici son talent. Il a su, grâce à l'observation minutieuse des détails, rendre accessible à tous l'ambiance de ce monde à part.

Nous conseillons aux lecteurs d'*Après-demain* de lire et de faire lire ce livre remarquable. Ils y trouveront les réponses à toutes les questions qu'ils peuvent se poser sur l'hôpital.

SÉLECTION D'APRÈS-DEMAIN



Livres

ADDICTION GÉNÉRALE

par Isabelle Sorente

Editions JC Lattès - 219 pages

Ancienne élève de l'École Polytechnique, Isabelle Sorente est l'auteure de romans et d'essais. Elle a fondé la revue trimestrielle *Ravages*.

Nous vivons sous l'empire d'un calcul permanent. Il devient inimaginable d'apprécier la valeur d'un travail sans bilan de performance ; une œuvre sans son estimation sur le marché de l'art ; l'activité de la police sans compter le nombre d'arrestations ; un film à succès en fonction du nombre d'entrées ; la défense d'un point de vue sans chiffres à l'appui ; il faut aussi calculer le poids idéal, le quotient intellectuel, l'extension de mémoire informatique, le nombre d'heures supplémentaires, jusqu'aux milliards d'euros de coût du réchauffement climatique. Tout ce que nous touchons se traduit en chiffres.

Les conditions de notre existence ne dépendent plus ni d'un savoir-faire, ni d'un métier, ni d'un projet de vie, elles ne tiennent qu'à un chiffre. L'aliénation s'est transformée en addiction.

Toute volonté soumise à une substance addictive souffre d'une altération de la pensée et nous en arrivons à la conclusion que, si aucune solution chiffrée n'est apportée à un problème, rien n'est possible.

En fait, rien n'échappe au calcul, nous pouvons tout maîtriser pourvu que l'on compte tout, à tel point que le cycle de dépendance se reproduit sans cesse et que, dans un monde soumis à la loi du résultat, le calcul prime sur l'humanité. Alors que faire ? Rechercher la compassion qui est la condition d'exercice d'une raison sobre, qui permettra de se mettre à la place de l'autre. Malheureusement, une société d'addiction est par définition une société où la compassion manque et dans tous les domaines, les échanges s'atrophient et se réduisent d'autant que, à mesure que l'addiction se diversifie, le sentiment de perte de réalité se morcelle.

La compassion est à la fois la condition de la raison et de la sobriété (alcool, drogue, etc.) elle n'est pas plus une vertu qu'un sentiment, elle est le seul acte humainement possible. Dans un monde d'addiction, la patience est aussi une valeur manquante, le manque seul la révèle en même temps que sa valeur rationnelle nous manque tant que nous fonctionnerons en calculateurs.

Toute communauté fondée sur la limitation de notre capacité d'échange n'a pas besoin d'ennemis mais d'intouchables : ceux que notre compassion ne peut pas toucher.

Ne nous y trompons pas, dans un monde d'addiction, toute valeur manquante appelle à la révolte. En revanche, la compassion suppose que nous soyons libres de plonger notre regard en nous-mêmes.

Le détachement est une valeur rationnelle manquante. Il ne nécessite pas de produire une chose ou de la consommer, il suppose, au contraire, de créer de l'espace. Pas plus que la liberté de se mettre à la place d'autrui oblige à prendre la place de quiconque, le détachement ne saurait constituer un impératif. La nécessité de retrouver la raison ne commande que d'essayer et d'examiner. Il suffirait d'un infime désir, mais si le désir ne se produit pas, la reconnaissance n'a pas lieu. Nous sommes privés de notre instinct coupable.

En fait, nous sommes la compassion ou nous sommes l'addiction. Choisir la compassion implique d'être parvenu au stade de la sobriété et de la regarder. Se mettre à la place de l'autre signifie d'abord comprendre les deux, l'autre et soi. Tout acte de compassion rend créateur et illumine l'existence, comme la conversation authentique sur un lieu de travail, la sensation d'accomplir un acte juste, celle de comprendre une théorie scientifique ;

soudain la compassion rend amoureux non pas d'un autre mais d'une situation. La quête de vérité est devenue une nécessité dont aucun individu ne peut plus se passer pour vivre.

La compassion nous appelle à progresser, vers quoi ? Un monde paisible ? Pas sûr. Un monde plus humain est un monde plus vaste. Pour en faire l'expérience, « il suffit de se mettre à la place de l'autre qui passe là-bas ».

Denise JUMONTIER

Droit de réponse

« Je reçois ce jour la revue *Après-demain*, n°17, organe de votre fondation. Je me reporte en page 55 de votre revue à l'article signé Denise Jumontier et intitulé « *Mes Étoiles noires – de Lucy à Barack Obama*, par Lilian Thuram – lauréat du prix Seligmann contre le racisme 2010. Editions Philippe Rey – 399 pages ». Je lis attentivement la recension de cet ouvrage et constate qu'il n'apparaît aucune mention du nom du collaborateur de Lilian Thuram : Bernard Fillaire.

Nom figurant sur la page de titre et en quatrième de couverture du livre ; nom explicitement mentionné sur la notice de la Bibliothèque nationale : « Mes étoiles noires [texte imprimé] : de Lucy à Barack Obama/Lilian Thuram ; avec la collaboration de Bernard Fillaire... » ; nom toujours cité et souvent commenté dans la grande presse, la radio et la télévision. Pour exemple, voir l'*Express* de février 2010, où figurait une grande photo de Lilian Thuram et moi-même lors d'une signature où nous dédicacions conjointement cet ouvrage ; article intitulé : « *COEQUIPIERS – Lilian Thuram, star du foot, et Bernard Fillaire, coauteur de Mes Étoiles noires. De Lucy à Barack Obama, best-seller de ce début d'année* ».

De son côté, non seulement Lilian Thuram n'a jamais caché notre collaboration, mais il l'a, de plus, publiquement revendiquée tant dans ses interviews, que dans ses conférences. Son honnêteté n'a jamais fait défaut, j'en veux pour preuve ces vœux que Lilian m'a adressés le 12 janvier 2011 : « *Merci Bernard, je te souhaite de nouveau une belle et heureuse année 2011. Encore BRAVO pour le Prix Seligmann. Mes amitiés* ». Démarche amicale et logique, puisque ce prix, selon votre propre formulation, récompense « une création écrite d'expression française, individuelle ou collective (...) qui apporte une pierre solide à la lutte contre le racisme ».

C'est pourquoi j'estime qu'en effaçant mon nom, dans sa recension, dans l'intitulé de l'invitation que vous m'avez adressée et dans ses diverses annonces que vous avez consacrées à cet évènement, vous faites peu de cas de l'honnêteté et de l'intelligence de ces rapports et de ce travail. De plus, en supprimant mon nom de ce livre, vous trompez le lecteur, faites de Lilian Thuram un mystificateur et de moi un « écrivain fantôme », c'est-à-dire que vous perpétuez une tradition malsaine héritée du passé d'une certaine édition. Comportement d'autant plus choquant lorsqu'il vient d'une fondation qui dit avoir « pour but de combattre les sources du racisme et communautarisme : fondamentalismes religieux, relents du colonialisme, peur irrationnelle de l'inconnu, ségrégations fondées sur la condition sociale, le niveau d'instruction, les traditions héritées du passé ».

Enfin, vous ignorez ainsi mon propre engagement dans la lutte pour les droits de l'homme, et dont la participation à ce livre constitue le prolongement. Depuis 1993, j'ai consacré cinq livres à la lutte contre le sectarisme (*Le Grand déceuvrage*, etc.), j'ai écrit, avec la FNDIR, *Jusqu'au bout de la résistance*, qui obtint le « Prix littéraire de la Résistance », ou *La machine à tuer*, avec Colette Berthés, consacré à la peine de mort au Texas, etc.

Le préjudice est pour moi professionnel et moral. Je demande à ce que cette lettre soit mentionnée à titre de « droit de réponse » dans votre prochain numéro. »

Bernard FILLAIRE

Journal trimestriel de documentation politique

**Après-
demain**

Organe
de la Fondation Seligmann

Dans chaque numéro : le dossier facile à classer, méthodique et objectif d'un sujet actuel, politique, économique ou social, conçu pour aider ceux qui veulent comprendre les problèmes contemporains (bibliothèques - services de documentation) et ceux qui ont la charge de les expliquer : enseignants, éducateurs, syndicalistes, animateurs de groupes...

Après-demain n'est pas vendu dans les kiosques, mais seulement dans quelques librairies, il faut le commander ou s'abonner. Les numéros déjà parus et non épuisés sont encore en vente. Retrouvez-les, avec les collections reliées des numéros par année, sur le site www.fondation-seligmann.org

Numéros parus en 2009

- N° 9 (NF)** Le rôle des parents - responsables, démissionnaires, dépassés ?
N° 10 (NF) L'alcoolisme : un fléau évitable
N° 11 (NF) Se loger, un privilège
N° 12 (NF) La santé publique : enjeux, évolutions, solutions

Numéros parus en 2010

- N° 13 (NF)** Après nous... Quel monde ? Quelle société ?
N° 14 (NF) Le service civique
N° 15 (NF) La Justice aujourd'hui
N° 16 (NF) Répression - Prévention. Bilan des politiques de sécurité

Numéros parus en 2011

- N° 17 (NF)** La République en danger
N° 18 (NF) Comment vivre ensemble ?

Bon de commande page 32

Achetez les collections reliées de nos numéros

(Numéros parus avant 2007)

Collections Nouvelle Formule (NF)

2004 Lobbying, communication d'influence et démocratie
Les frontières de l'Europe
Démocratiser la mondialisation
Communication et citoyenneté
La réforme de l'assurance-maladie
Une France sécuritaire ?

2005 Les discriminations
Travail et droits de l'homme
Immigration et idées reçues
Développement durable : stratégie et communication

2006 Francophonie et diversité culturelle
Euro-méditerranée : enjeux et défis
Europe : sociale, civique, solidaire

2007 • Le statut des femmes dans le monde N°s 1, 2 et 3
• L'identité française

et

2008 • La formation du citoyen
• France 2008, terre inhospitalière
• La loi, génératrice d'égalité et d'inégalités
• France, terre inégalitaire. Droits à défendre, droits à conquérir

2009 • Le rôle des parents - responsables, démissionnaires, dépassés ?
• L'alcoolisme : un fléau évitable
• Se loger, un privilège
• La santé publique : enjeux, évolutions, solutions

et

2010 • Après nous... Quel monde ? Quelle société ?
• Le service civique
• La justice aujourd'hui
• Répression - Prévention. Bilan des politiques de sécurité

Les collections 1970 - 1971 - 1975 - 1976 - 1979 - 1980 - 1984 - 1989 - 1993 - 1994 sont épuisées

Abonnement annuel ordinaire* : 34 € • Étudiants, syndicalistes et groupés (5 et plus) : 26 €
• Encouragement 54 € • Étranger 51 €

Prix du numéro* : France : 9 €. Étranger : 11 €

Collections reliées des numéros par année avant 2007 au tarif de 34 €

Collections reliées des années 2007-2008 et 2009-2010 au tarif de 60 €

Paiement par chèque bancaire ou par virement à l'ordre de :
Fondation Seligmann - Journal Après-demain
Organe de la Fondation Seligmann - BP 458-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siret 493 754 246 00012 - APE 9499 Z

Paiement en ligne sur le site de la Fondation Seligmann
www.fondation-seligmann.org

* Remise libraire : 10% - TVA non applicable (Art. 293 B du CGI)